

ERRATUM

Sous-commission paritaire pour le commerce du métal

**CCT n° 156076/CO/149.04
du 23/10/2019**

Correction du texte français :

- A l'article 4, § 2 de la CCT, « plutôt » doit être remplacé par « **plus tôt** ».
- Le § 5 de l'article 5 de la CCT doit être corrigé comme suit : « **Ceci résulte, après majoration de 0,17 pour cent de la cotisation nette destinée à couvrir la cotisation spéciale due de 8,86 pour cent, en une cotisation globale de 2,27 pour cent.** »
- A l'article 3, § 3 du règlement de pension « (...) employé visé à l'article 2.7 (...) » doit être corrigé en « (...) employeur visé à l'article 2.7 (...) ».
- A l'article 10, § 5 du règlement de pension, le texte doit être corrigé comme suit : « Si nécessaire le droit de demander la pension complémentaire s'éteint, conformément à l'article 55 de la L.P.C., après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle le bénéficiaire l'affilié prend connaissance ou aurait raisonnablement dû être informé de l'existence de la pension complémentaire, de sa qualité de bénéficiaire et de l'incident qui donne lieu à la réclamation. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai, celui-ci sera suspendu. (...). »

ERRATUM

Paritair Subcomité voor de metaalhandel

**CAO nr. 156076/CO/149.04
van 23/10/2019**

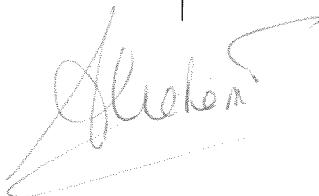
Verbetering van de Franstalige tekst :

- In artikel 4, § 2 van de CAO moet « plutôt » vervangen worden door « **plus tôt** ».
- § 5 van artikel 5 van de CAO moet als volgt verbeterd worden : « **Ceci résulte, après majoration de 0,17 pour cent de la cotisation nette destinée à couvrir la cotisation spéciale due de 8,86 pour cent, en une cotisation globale de 2,27 pour cent.** »
- In artikel 3, § 3 van het pensioenreglement moet « (...) employé visé à l'article 2.7 (...) » als volgt verbeterd worden : « (...) **employeur** visé à l'article 2.7 (...) ».
- In artikel 10, § 5 van het pensioenreglement moet de tekst als volgt verbeterd worden : « Si nécessaire le droit de demander la pension complémentaire s'éteint, conformément à l'article 55 de la L.P.C., après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle le bénéficiaire l'affilié prend connaissance ou aurait raisonnablement dû être informé de l'existence de la pension complémentaire, de sa qualité de bénéficiaire et de l'incident qui donne lieu à la réclamation. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai, celui-ci sera suspendu. (...). »

- A l'article 11, § 6, le texte doit être corrigé comme suit : « Si nécessaire le droit de demander la pension complémentaire s'éteint, conformément à l'article 55 de la L.P.C., après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle ~~le bénéficiaire l'affilié~~ prend connaissance ou aurait raisonnablement dû être informé de l'existence de la pension complémentaire, de sa qualité de bénéficiaire et de l'incident qui donne lieu à la réclamation. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai, celui-ci sera suspendu. (...). »
- A l'article 12, § 4, le texte doit être corrigé comme suit : « Conformément à l'article 55 de la L.P.C., le droit de demander cette prestation en cas de décès s'éteint après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle ~~l'affilié le bénéficiaire~~ prend connaissance ou aurait raisonnablement dû avoir connaissance de l'événement qui donne ouverture à l'action aurait raisonnablement dû être informé de l'existence de la pension complémentaire, de sa qualité de bénéficiaire et de l'incident qui donne lieu à la réclamation. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai, celui-ci sera suspendu. Faute d'une quelconque demande dans le délai précité, cet avantage est versé dans la réserve libre. »
- In artikel 11, § 6 van het pensioenreglement moet de tekst als volgt verbeterd worden : « Si nécessaire le droit de demander la pension complémentaire s'éteint, conformément à l'article 55 de la L.P.C., après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle ~~le bénéficiaire l'affilié~~ prend connaissance ou aurait raisonnablement dû être informé de l'existence de la pension complémentaire, de sa qualité de bénéficiaire et de l'incident qui donne lieu à la réclamation. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai, celui-ci sera suspendu. (...). »
- In artikel 12, § 4 van het pensioenreglement moet de tekst als volgt verbeterd worden : « Conformément à l'article 55 de la L.P.C., le droit de demander cette prestation en cas de décès s'éteint après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle ~~l'affilié le bénéficiaire~~ prend connaissance ou aurait raisonnablement dû avoir connaissance de l'événement qui donne ouverture à l'action aurait raisonnablement dû être informé de l'existence de la pension complémentaire, de sa qualité de bénéficiaire et de l'incident qui donne lieu à la réclamation. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai, celui-ci sera suspendu. Faute d'une quelconque demande dans le délai précité, cet avantage est versé dans la réserve libre. »

Décision du

02-12-2020



Beslissing van

02-12-2020

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE
POUR LE COMMERCE DU METAL**

Convention collective de travail
du 23.10.2019

**PARITAIR SUB-COMITE
VOOR DE METAALHANDEL**

Collectieve arbeidsovereenkomst
van 23.10.2019.

**MODIFICATION ET COORDINATION DU
REGIME DE PENSION
SECTORIEL SOCIAL**

CHAPITRE I. - Champ d'application

Article 1

§ 1 La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire 149.04 pour le commerce du métal.

§ 2 La présente convention collective de travail s'applique également aux employeurs et ouvriers qui ont choisi, conformément à l'article 5 de l'accord national 2001-2002 du 3 mai 2001, enregistré sous le numéro 58.036/CO/149.04, signé en Sous-commission paritaire pour le commerce du métal, d'organiser eux-mêmes le régime de pension et qui ont reçu à cet effet l'approbation de la Sous-commission paritaire mais qui ont été obligés de s'affilier auprès du régime de pension sectoriel social du commerce de métal et ce à partir du 1er janvier 2016 suite à la cessation du plan de pension d'entreprise approuvé.

§ 3 Sont exclus du champ d'application de la présente convention les employeurs établis hors de la Belgique dont les travailleurs sont détachés en Belgique au sens des dispositions du règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil ou du règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement Européen et du Conseil.

§ 4 Par ouvriers, il faut entendre les ouvriers et les ouvrières.

**WIJZIGING EN COORDINATIE VAN HET
SOCIAAL SECTORAAL
PENSIOENSTELSEL**

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1

§ 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeiders van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Sub-comité 149.04 voor de metaalhandel.

§ 2 Deze collectieve arbeidsovereenkomst is eveneens van toepassing op de werkgevers en arbeiders die ervoor opteerden om, in overeenstemming met artikel 5 van het nationaal akkoord 2001 – 2002 van 3 mei 2001, geregistreerd onder het nummer 58.036/CO/149.04, afgesloten in het Paritair Sub-comité voor de metaalhandel, de uitvoering van het pensioenstelsel zelf te organiseren en die hiervoor de toelating hebben gekregen vanuit het desbetreffende Paritair Sub-comité maar die op datum van stopzetting van hun goedgekeurd ondernemingspensioenplan verplicht werden om vanaf 1 januari 2016 aan te sluiten bij het sociaal sectoraal pensioenstelsel voor de metaalhandel.

§ 3 Worden uitgesloten van het toepassingsgebied van deze overeenkomst, de buiten België gevestigde werkgevers waarvan de werknemers in België gedetacheerd worden in de zin van de bepalingen van de verordening (EEG) nr. 1408/71 van de Raad of de verordening (EG) nr. 883/2004 van het Europees parlement en de Raad.

§ 4 Onder arbeiders wordt verstaan de mannelijke en vrouwelijke arbeiders.

CHAPITRE II. - Objet

Art. 2

§ 1 La présente convention collective de travail a pour but de remplacer, à partir du 23.10.2019, la convention collective de travail du 13 décembre 2018 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social et changement d'organisme de pension avec transfert collectif des réserves, enregistrée sous le numéro 149884/CO/149.04.

§ 2 Les notions reprises dans la suite de la présente convention collective de travail doivent être comprises au sens de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale (M.B. 15 mai 2003, éd. 2, p. 26407, erratum M.B. 26 mai 2003), telle qu'adaptée par la Loi du 18 décembre 2015 et ses arrêtés d'exécution. La loi sera dénommée «L.P.C.» dans la présente convention collective de travail.

HOOFDSTUK II. - Voorwerp

Art. 2

§ 1 Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft tot doel om vanaf 23.10.2019 de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2018 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel en overgang van pensioeninstelling met collectieve overdracht van reserves, geregistreerd onder het nummer 149884/CO/149.04, te vervangen.

§ 2 De begrippen die in het vervolg van deze collectieve arbeidsovereenkomst opgenomen zijn, moeten worden opgevat in hun betekenis zoals bepaald in de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordeelen inzake sociale zekerheid (B.S. 15 mei 2003, ed. 2, p. 26407, erratum B.S. 26 mei 2003), zoals aangepast door de wet van 18 december 2015, en haar uitvoeringsbesluiten. Deze wet zal in het vervolg van deze collectieve arbeidsovereenkomst "W.A.P." worden genoemd.

CHAPITRE III. - Désignation de l'Organisateur

Art. 3

§ 1 Conformément à l'article 3, § 1, 5° de la L.P.C., le Fonds de sécurité d'existence de commerce du métal a été désigné, via la convention collective de travail du 5 juillet 2002 (63.600/CO/149.04), rendue obligatoire par arrêté royal du 5 juillet 2004 (Moniteur Belge 24 août 2004), par les organisations représentatives de la Sous-commission paritaire précitée comme l'Organisateur du présent régime de pension sectoriel social.

§ 2 Cette désignation continue naturellement à être valable dans le cadre de cette convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

HOOFDSTUK III. - Aanduiding van de Inrichter

Art. 3

§ 1 Overeenkomstig artikel 3, § 1, 5° van de W.A.P. werd het Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalhandel, via de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002 (63.600/CO/149.04), algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 5 juli 2004 (Belgisch Staatsblad 24 augustus 2004), door de representatieve organisaties van het voormalde Paritair Sub-comité aangeduid als Inrichter van dit sociaal sectoraal pensioenstelsel.

§ 2 Deze aanduiding blijft uiteraard gelden in het kader van deze collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

CHAPITRE IV. - Conditions d'affiliation

Art. 4

HOOFDSTUK IV. - Aansluitingsvoorwaarden

Art. 4

§ 1 Tous les ouvriers qui sont ou étaient sous contrat de travail au ou après le 1er janvier 2002 chez les employeurs visés à l'article 1, § 1 de cette convention (quelle que soit la nature de ce contrat de travail), sont affiliés d'office au présent régime de pension sectoriel social. Dans la pratique, il s'agit des ouvriers déclarés sous les codes travailleurs 015, 024 et 027.

plus tôt à

§ 2 Tous les ouvriers qui sont ou étaient sous contrat de travail (quelle que soit la nature de ce contrat de travail) au ou après le 1er janvier 2016 chez les employeurs visés à l'article 1, § 2 de cette convention sont affiliés d'office au présent régime de pension sectoriel social et ce, au plutôt à partir du 1er janvier 2016. Dans la pratique, il s'agit des ouvriers déclarés sous les codes travailleurs 015, 024 et 027.

§ 3 Ne sont cependant pas affiliées au présent plan de pension :

- les personnes occupées via un contrat de travail d'étudiant ;
- les personnes occupées via un contrat de travail intérimaire, tel que prévu au chapitre II de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs ;
- les apprentis ;
- les personnes occupées via un contrat de travail conclu dans le cadre d'un programme spécial de formation, de promotion et de reconversion soutenu par les pouvoirs publics.
- les personnes ayant effectivement pris leur pension légale (anticipée) à partir du 1er janvier 2016, mais qui ont ensuite continué ou recommencé à travailler dans le cadre d'un contrat de travail conclu avec leurs employeurs comme prévu à l'article 1, § 1 - § 2 de cette convention.

CHAPITRE V. - Cotisation

Art. 5

§ 1 Alle arbeiders die op of na 1 januari 2002 met de werkgevers zoals bedoeld in artikel 1, § 1 van deze overeenkomst verbonden zijn of waren via een arbeidsovereenkomst (ongeacht de aard van arbeidsovereenkomst), worden ambtshalve aangesloten bij dit sociaal sectoraal pensioenplan. In de praktijk gaat het om de werkliden aangegeven onder de werknemers-kengetallen 015, 024 en 027.

§ 2 Alle arbeiders die op of na 1 januari 2016 met de werkgevers zoals bedoeld in artikel 1, § 2 van deze overeenkomst verbonden zijn of waren via een arbeidsovereenkomst (ongeacht de aard van arbeidsovereenkomst), worden ten vroegste vanaf 1 januari 2016 ambtshalve aangesloten bij dit sociaal sectoraal pensioenplan. In de praktijk gaat het om de werkliden aangegeven onder de werknemers-kengetallen 015, 024 en 027.

§ 3 Worden echter niet aangesloten bij dit pensioenplan:

- de personen tewerkgesteld via een overeenkomst van studentenarbeid;
- de personen tewerkgesteld via een overeenkomst voor uitzendarbeid, zoals geregeld door hoofdstuk II van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van de werknemers ten behoeve van gebruikers;
- de leerlingen;
- de personen tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst gesloten in het kader van een speciaal met steun van de overheid gevoerd opleidings-, arbeidsinspannings-, en omscholingsprogramma;
- de personen die effectief hun wettelijk (vervroegd) pensioen hebben opgenomen vanaf 1 januari 2016, maar vervolgens als gepensioneerde verder of opnieuw tewerkgesteld worden met een arbeidsovereenkomst afgesloten met hun werkgevers zoals bedoeld in artikel 1, § 1 - § 2 van deze overeenkomst.

HOOFDSTUK V. - Bijdrage

Art. 5

- § 1 Dans l'intérêt des personnes visées à l'article 4, une ou plusieurs cotisations mensuelles seront versées par l'Organisateur pour financer le régime de pension sectoriel social, complémentaire au régime de pension légal.
- § 2 La cotisation annuelle totale brute de chaque affilié au régime de pension sectoriel social s'élève, à partir du 1er janvier 2016, à 2,10 pour cent de son salaire annuel brut sur lequel les cotisations O.N.S.S. sont prélevées.
- § 3 La cotisation annuelle totale brute de chaque affilié au régime de pension sectoriel social est diminuée de 4,5 pour cent de frais de gestion, facturés par l'Organisateur, ce qui donne une cotisation annuelle totale nette par affilié de 2,01 pour cent de son salaire annuel brut sur lequel les cotisations O.N.S.S. sont prélevées.
- § 4 Cette cotisation nette est répartie comme suit: 1,92 pour cent est utilisé pour financer les droits de pension individuels dans le chef des personnes affiliées au régime sectoriel social et le 0,09 pour cent restant pour financer un engagement de solidarité tel que prévu au titre II, chapitre 9 de la L.P.C.
- § 5 Il en résulte, après l'augmentation de la cotisation nette de 0,17 pour cent destinée à couvrir la cotisation spéciale due 2,27 pour cent. Ceci résulte, après majoration de 0,17 pour cent de la cotisation nette destinée à couvrir la cotisation spéciale due de 8,86 pour cent, en une cotisation globale de 2,27 pour cent.
- § 1 In het voordeel van de in artikel 4 bedoelde personen zullen er maandelijks door de Inrichter één of meerdere bijdragen gestort worden ter financiering van het sociaal sectoraal pensioenstelsel ter aanvulling van de wettelijke pensioenregeling.
- § 2 De totale jaarlijkse bruto bijdrage per aangeslotene bij het sociaal sectoraal pensioenstelsel bedraagt sinds 1 januari 2016 2,10 procent van diens jaarlijks brutoloon waarop R.S.Z.-inhoudingen worden gedaan.
- § 3 De totale jaarlijkse bruto bijdrage per aangeslotene bij het sociaal sectoraal pensioenstelsel wordt verminderd met 4,5 procent beheerskosten, aangerekend door de Inrichter, wat resulteert in een totale jaarlijkse netto bijdrage per aangeslotene van 2,01 procent van diens jaarlijks brutoloon waarop R.S.Z.-inhoudingen worden gedaan.
- § 4 Deze netto bijdrage wordt als volgt verdeeld: 1,92 procent wordt aangewend ter financiering van individuele pensioenrechten in hoofde van de bij het sociaal sectoraal stelsel aangeslotenen en de overige 0,09 procent wordt gebruikt ter financiering van een solidariteitsoezegging zoals bedoeld in titel II, hoofdstuk 9 van de W.A.P.
- § 5 Dit resulteert, na vermeerdering van de netto bijdrage met 0,17 procent ter dekking van de verschuldigde, bijzondere bijdrage van 8,86 procent, in een globale bijdrage van 2,27 procent.

CHAPITRE VI. - Engagement de pension : changement d'organisme de pension avec transfert collectif des réserves acquises

Art. 6

- § 1 Jusqu'au 31 décembre 2018, la gestion financière, comptable, actuarielle et administrative de l'engagement de pension a été confiée par l'Organisateur à la s.a. Belfius Assurances reconnue par la Banque Nationale de Belgique sous le numéro 37, établie au n° 5 de l'avenue

HOOFDSTUK VI. - Pensioentoezegging: overgang van pensioeninstelling met collectieve overdracht van verworven reserves

Art. 6

- § 1 Tot 31 december 2018 werd het financieel, boekhoudkundig, actuariel en administratief beheer van de Pensioentoezegging door de Inrichter toevertrouwd aan Belfius Verzekeringen nv, erkend door de Nationale Bank van België onder nummer 37, met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel,

Galilée à 1210 Bruxelles qui réassurait 50% de son risque par l'intermédiaire de la s.a. C.B.C Assurances, reconnue par la Banque Nationale de Belgique sous le numéro 14, établie au n° 2 de la Place Professeur Roger Van Overstraeten à 3000 Louvain.

A partir du 1er janvier 2019, la gestion financière, comptable, actuarielle et administrative a été transmise à SEFOPLUS OFP, l'institution multisectorielle de retraite professionnelle (IRP), autorisée par la FSMA le 19 novembre 2018 sous le numéro d'identification 50.624, avec siège social à 1200 Bruxelles, Boulevard de la Woluwe 46, boîte 7.

Conformément à l'article 41, § 1, 1° de la L.P.C., le conseil d'administration de SEFOPLUS OFP est composé paritairement.

§ 2 Le passage d'organisme de pension de Belfius Assurances s.a. vers SEFOPLUS OFP allait de pair avec un transfert collectif des réserves au sens de l'article 34 de la L.P.C.. Ce transfert collectif a été réglé dans la convention de transfert entre les organisateurs sectoriels participants, SEFOPLUS OFP et Belfius Assurances s.a. Dans le cadre de ce transfert collectif, aucune indemnité ou perte de participation bénéficiaire n'a été mise à charge des affiliés ou déduite des réserves acquises au moment du transfert.

§ 3 Les règles de l'engagement de pension sont définies dans un règlement de pension, qui figure en annexe à la présente convention collective de travail et qui en fait partie intégrante. Sur simple demande, le règlement de pension sera mis à la disposition des affiliés par SEFOPLUS OFP par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. I SEFOCAM.

§ 4 SEFOPLUS OFP établit chaque année un rapport, dit « rapport de transparence », au sujet de sa gestion de l'engagement de pension.

Galileelaan 5, die 50% van haar risico herverzekerde via KBC Verzekeringen nv, erkend door de Nationale Bank van België onder nummer 14, met maatschappelijke zetel te 3000 Leuven, Professor Roger Van Overstraetenplein 2.

Met ingang van 1 januari 2019 werd het financieel, boekhoudkundige, actuariel en administratief beheer overgedragen aan SEFOPLUS OFP, de multi-sectoriale instelling voor bedrijfspensioenvoorziening (IBP), toegelaten door de FSMA op 19 november 2018 met identificatienummer 50.624, met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Woluwedal 46 bus 7.

De Raad van Bestuur van SEFOPLUS OFP is in overeenstemming met artikel 41, § 1, 1° van de W.A.P. paritair samengesteld.

§ 2 De overgang van pensioeninstelling van Belfius Verzekeringen nv naar SEFOPLUS OFP ging gepaard met een collectieve overdracht van de reserves in de zin van artikel 34 van de W.A.P.. Deze collectieve overdracht werd geregeld in de overdrachtsovereenkomst tussen de deelnemende sectorale inrichters, SEFOPLUS OFP en Belfius Verzekeringen nv. In het kader van deze collectieve overdracht werd geen enkele vergoeding of verlies van winstdelingen ten laste gelegd van de aangeslotenen, of van de op het ogenblik van de overdracht verworven reserves afgetrokken.

§ 3 De regels van de pensioentoezegging zijn vastgelegd in een pensioenreglement dat wordt opgenomen als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst waarvan het integraal deel uitmaakt. Het pensioenreglement zal door SEFOPLUS OFP, via de v.z.w. SEFOCAM, aan de aangeslotenen ter beschikking worden gesteld op hun eenvoudig verzoek.

§ 4 Onder de naam "transparantieverslag" stelt SEFOPLUS OFP jaarlijks een verslag op over het door haar gevoerde beheer van de pensioentoezegging.

CHAPITRE VII. - Paiement des avantages

HOOFDSTUK VII. - Uitbetaling van de voordelen

Art. 7

La procédure, les modalités et la forme du paiement des avantages, sont décrites dans les articles 7 à 14 du règlement de pension ci-joint.

CHAPITRE VIII. - Engagement de solidarité**Art. 8**

§ 1 A partir du 1er janvier 2004, une partie de la cotisation nette globale, telle que fixée à l'article 5 de la présente convention (conformément à l'article 43 de la L.P.C.) est affectée au financement de l'engagement de solidarité qui fait partie du régime de pension sectoriel social.

§ 2 Cette cotisation est affectée au financement des prestations de solidarité parmi lesquelles figure notamment le financement constitutif de l'engagement de pension durant certaines périodes d'inactivité et d'indemnisation de la perte de revenus dans certaines situations. Le contenu exact de cet engagement de solidarité, ainsi que sa méthode de financement, a été mis au point dans le règlement de solidarité (voir article 9 ci-après).

§ 3 La gestion de l'engagement de solidarité a été confiée par l'Organisateur à la s.a. Belfius Assurances, abrégée « s.a. Belins », reconnue par la Banque Nationale de Belgique sous le numéro 37, établie au n° 5 de l'avenue Galilée à 1210 Bruxelles et dénommée ci-après « l'organisme de solidarité ».

§ 4 L'organisme de solidarité établira un « rapport de transparence » sur sa gestion de l'engagement de solidarité. Après avoir consulté le comité de surveillance, l'organisme de solidarité placera ce rapport de transparence à la disposition de l'organisateur qui le communiquera aux affiliés sur simple demande de leur part. Ce rapport concerne les éléments tels que décrits dans la L.P.C..

CHAPITRE IX. - Règlement de solidarité**Art. 9**

§ 1 Le règlement de solidarité explicite les modalités de l'engagement de solidarité et

Art. 7

De procedure, de modaliteiten en de vorm van de uitbetaling van de voordelen worden beschreven in artikel 7 tot en met artikel 14 van het bijgevoegde pensioenreglement.

HOOFDSTUK VIII. - Solidariteitstoezegging**Art. 8**

§ 1 Vanaf 1 januari 2004 wordt een gedeelte van de globale netto bijdrage, zoals vastgelegd in artikel 5 van deze overeenkomst (in overeenstemming met artikel 43 van de W.A.P.) aangewend ter financiering van de solidariteitstoezegging die deel uitmaakt van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

§ 2 Deze bijdrage wordt aangewend ter financiering van de solidariteitsprestaties, waaronder in het bijzonder de financiering van de opbouw van de pensioentoezegging gedurende bepaalde periodes van inactiviteit en de vergoeding van inkomstenverlies in bepaalde gevallen. De exacte inhoud van deze solidariteitstoezegging alsook de financieringswijze ervan, werd uitgewerkt in een solidariteitsreglement (zie hierna in artikel 9).

§ 3 Het beheer van de solidariteitstoezegging wordt door de Inrichter toevertrouwd aan Belfius Verzekeringen n.v., afgekort "Belins n.v.", erkend door de Nationale Bank van België onder nummer 37, met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel, Galileelaan 5 (hierna genoemd "de solidariteitsinstelling").

§ 4 De solidariteitsinstelling zal een "transparantieverslag" opstellen, met betrekking tot het door haar gevoerde beheer van de solidariteitstoezegging. Na raadpleging van het toezichtcomité zal de solidariteitsinstelling dit transparantieverslag ter beschikking stellen van de Inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de aangeslotenen. Het verslag betreft de elementen zoals beschreven in de W.A.P..

HOOFDSTUK IX. - Solidariteitsreglement**Art. 9**

§ 1 Het solidariteitsreglement expliciteert de modaliteiten van de solidariteitstoezegging en

a été annexé à cette convention collective de travail dont il fait partie intégrante.

§ 2 Sur simple demande, l'Organisateur placera le règlement de solidarité à la disposition des travailleurs affiliés au présent régime de pension par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. SEFOCAM.

CHAPITRE X. - Procédure en cas de sortie d'un ouvrier

Art. 10

La procédure en cas de sortie du régime de pension sectoriel est réglée par l'article 18 du règlement de pension ci-joint.

CHAPITRE XI. - Modalités d'encaissement

Art. 11

§ 1 Afin de réclamer la cotisation visée à l'article 5, § 2 de la présente convention, l'Office National de Sécurité Sociale encaissera une cotisation provisoire, conformément à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 relative aux Fonds de sécurité d'existence. Après avoir été mise à la disposition de l'Organisateur, cette cotisation provisoire sera rétrocédée par ce dernier à l'organisme de pension et de solidarité, à savoir :

- à l'organisme de pension : la partie de la cotisation nette affectée au financement des droits de pension individuels, ainsi qu'une partie des frais de gestion retenus conformément à l'article 5 de la présente convention et
- à l'organisme de solidarité : la partie de la cotisation nette affectée au financement de l'engagement de solidarité, ainsi qu'une partie des frais de gestion retenus conformément à l'article 5 de la présente convention.

§ 2 Dès que l'Organisateur disposera de données salariales définitives par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. SEFOCAM, la cotisation provisoire sera comparée avec la cotisation effectivement due. Une comparaison est établie annuellement entre les cotisations provisoires et les cotisations définitives pour toutes les

werd als bijlage opgenomen bij deze collectieve arbeidsovereenkomst waarvan het integraal deel uitmaakt.

§ 2 Het solidariteitsreglement zal door de Inrichter, via de v.z.w. SEFOCAM, op hun eenvoudig verzoek ter beschikking worden gesteld aan de bij dit pensioenstelsel aangesloten werknemers.

HOOFDSTUK X. - Procedure ingeval van uittreding van een arbeider

Art. 10

De procedure van uittreding uit het sectoraal pensioenstelsel wordt geregeld door artikel 18 van het hierna bijgevoegde pensioenreglement.

HOOFDSTUK XI. - Inningsmodaliteiten

Art. 11

§ 1 Teneinde de bijdrage zoals voorzien in artikel 5, § 2 van deze overeenkomst in te vorderen zal door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, overeenkomstig artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid een voorlopige bijdrage worden geïnd. Deze voorlopige bijdrage zal na de terbeschikkingstelling ervan aan de Inrichter door laatstgenoemde worden doorgestort aan:

- de pensioeninstelling: het gedeelte van de netto bijdrage die wordt aangewend ter financiering van de individuele pensioenrechten, alsook een gedeelte van de ingehouden beheerskosten overeenkomstig artikel 5 van deze overeenkomst, en
- de solidariteitsinstelling: het gedeelte van de netto bijdrage die wordt aangewend ter financiering van de solidariteitstoezegging, alsook een gedeelte van de ingehouden beheerskosten overeenkomstig artikel 5 van deze overeenkomst.

§ 2 Van zodra de Inrichter, via de v.z.w. SEFOCAM, over definitieve loongegevens beschikt, zal de voorlopige bijdrage worden vergeleken met de effectief verschuldigde bijdrage. Jaarlijks wordt een vergelijking gemaakt van de voorlopige bijdragen en de definitieve bijdragen voor alle voorafgaande jaren. Indien het totaal van de voorlopige

années antérieures. Si le total des cotisations provisoires est supérieur au total des cotisations définitives effectivement dues, cette différence est transmise en fin d'année à l'Organisateur. Dans le cas contraire, l'Organisateur verse le déficit de cotisations à SEFOPLUS OFFP.

§ 3 À partir du 1er janvier 2016, la technique d'encaissement différencié de l'O.N.S.S. est utilisée, la cotisation pour le régime de pension complémentaire sectoriel social étant séparée de la cotisation de base destinée au Fonds de sécurité d'existence. La cotisation O.N.S.S. spéciale de 8,86 pour cent redevable sur la cotisation nette reprise à l'article 5, § 4 sera atteinte auprès de l'Office national de Sécurité sociale en augmentant cette cotisation nette pour l'engagement de pension et sera déduite par l'O.N.S.S. à la source. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de déclarer séparément la cotisation spéciale de 8,86 pour cent puisque la déclaration se fera sous le code de cotisation 825 Type '0' pour la cotisation globale reprise à l'article 5, § 5.

Art. 12

Les parties signataires demandent que la présente convention collective de travail ainsi que les annexes, soient rendues obligatoires le plus rapidement possible par arrêté royal.

CHAPITRE XII. - Date d'effet et possibilités de résiliation

Art. 13

§ 1 La convention collective de travail du 13 décembre 2018 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social et changement d'organisme de pension avec transfert collectif des réserves et ses annexes, enregistrée sous le numéro 149884/CO/149.04, est remplacée à partir du 23.10.2019.

§ 2 La présente convention collective de travail produit ses effets le 23.10.2019 et est conclue pour une durée indéterminée.

§ 3 Elle peut être dénoncée moyennant un préavis de six mois, signifié par lettre

bijdragen groter is dan het totaal van de effectief verschuldigde, definitieve bijdragen, wordt dit verschil op het eind van het jaar overgemaakt aan de Inrichter. In het omgekeerde geval, stort de Inrichter het bijdragetekort aan SEFOPLUS OFFP.

§ 3 Vanaf 1 januari 2016 wordt er gebruik gemaakt van de gedifferentieerde R.S.Z. inningstechniek waardoor de bijdrage voor het sociaal sectoraal aanvullend pensioenstelsel wordt afgescheiden van de Basisbijdrage bestemd voor het Fonds voor bestaanszekerheid. De bijzondere R.S.Z.—bijdrage van 8,86 procent verschuldigd op de netto bijdrage zoals weergegeven in artikel 5, § 4, wordt voldaan ten aanzien van de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid bij wijze van verhoging van deze netto bijdrage voor de pensioentoezegging zoals weergegeven in artikel 5 § 4 en wordt door de R.S.Z. afgehouden aan de bron. Bijgevolg dient de bijzondere bijdrage van 8,86 procent niet apart te worden aangegeven daar de globale bijdrage zoals weergegeven in artikel 5 § 5 aangegeven moet worden onder bijdragencode 825 type '0'.

Art. 12

Ondertekenende partijen vragen dat deze collectieve arbeidsovereenkomst, inclusief de bijlagen, zo vlug mogelijk bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

HOOFDSTUK XII. - Inwerkingtreding en opzeggingsmogelijkheden

Art. 13

§ 1 De collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2018 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel en overgang van pensioeninstelling met collectieve overdracht van reserves en haar bijlagen, geregistreerd onder het nummer 149884/CO/149.04, wordt vervangen vanaf 23.10.2019.

§ 2 Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 23.10.2019 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

§ 3 Zij kan worden beëindigd mits opzegging van zes maanden en wordt betekend per ter post

recommandée à la poste, adressée au président de la Sous-commission Paritaire précitée. Avant de résilier la convention collective de travail, la Sous-commission Paritaire doit décider de supprimer le régime de pension sectoriel. Cette décision de suppression ne sera valable que si elle est prise conformément aux dispositions de l'article 10, § 1, 3° L.P.C..

aangetekend schrijven, gericht aan de Voorzitter van het voormelde Paritair Subcomité. Voorafgaandelijk aan de opzegging van de collectieve arbeidsovereenkomst moet het Paritair Subcomité de beslissing nemen om het sectoraal pensioenstelsel op te heffen. Deze beslissing tot opheffing is enkel geldig wanneer zij wordt genomen in overeenstemming met de bepalingen in artikel 10, § 1, 3° W.A.P..

ANNEXE N°. 1.

A la convention collective de travail
du 23.10.2019

**MODIFICATION ET COORDINATION DU
REGIME DE PENSION
SECTORIEL SOCIAL**

PLAN DE PENSION COMPLÉMENTAIRE

en faveur des ouvriers de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal

RÈGLEMENT DE PENSION SECTORIEL

conclu en exécution de l'article 6 de la convention collective de travail du 23.10.2019

TABLES DES MATIERES

CHAPITRES

1. Objet
 2. Définitions des notions
 3. Affiliation
 4. Droits et obligations de l'Organisateur
 5. Droits et obligations des affiliés
 6. Droits et obligations de l'organisme de pension
 7. Prestations assurées
 8. Paiement des pensions complémentaires et la prestation en cas de décès
 9. Modalités de paiement
 10. Forme de paiement
 11. Cotisations
 12. Réserves acquises et prestations acquises
 13. Procédure en cas de sortie
 14. Fin du régime de pension
 15. Réserve libre
 16. Rapport de transparence
 17. Information annuelle aux affiliés : la fiche de pension
 18. Droit de modification
 19. Non-paiement des primes
 20. La protection de la vie privée
 21. Entrée en vigueur
- CHAPITRE I. - Objet**

Art. 1

BIJLAGE NR. 1.

Bij de collectieve arbeidsovereenkomst
van 23.10.2019

**WIJZIGING EN COORDINATIE VAN HET
SOCIAAL SECTORAAL
PENSIOENSTELSEL**

AANVULLEND PENSIOENPLAN

ten gunste van de arbeiders van het Paritaire Subcomité voor de metaalhandel.

SECTORAAL PENSIOENREGLEMENT

afgesloten in uitvoering van artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019.

INHOUDSTAFEL

HOOFDSTUKKEN

1. Voorwerp
 2. Begripsomschrijvingen
 3. Aansluiting
 4. Rechten en plichten van de Inrichter
 5. Rechten en plichten van de aangeslotenen
 6. Rechten en plichten van de pensioeninstelling
 7. Gewaarborgde prestaties
 8. Uitbetaling van de aanvullende pensioenen en de prestatie van overlijden
 9. Modaliteiten voor de uitbetaling
 10. Uitbetalingsvorm
 11. Bijdragen
 12. Verworven reserves en verworven prestaties
 13. Procedure in geval van uittreding
 14. Beëindiging van het pensioenstelsel
 15. Vrije reserve
 16. Transparantieverslag
 17. Jaarlijkse informatie aan de aangeslotenen: de pensioenfiche
 18. Wijzigingsrecht
 19. Niet-betaling van de bijdragen
 20. De bescherming op de persoonlijke levenssfeer
 21. Aanvang
- HOOFDSTUK I. - Voorwerp**

Art. 1

§ 1 Le présent règlement de pension sectoriel est établi en exécution de l'article 6 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

§ 2 Ce règlement de pension vise à adapter le règlement de pension annexé à la convention collective de travail du 13 décembre 2018.

§ 3 Ce règlement de pension définit les droits et obligations de l'Organisateur, de l'organisme de pension, des employeurs ressortissant à la Sous-commission paritaire susmentionnée, des affiliés et de leur(s) bénéficiaire(s). Il fixe en outre les conditions d'affiliation ainsi que les règles d'exécution de l'engagement de pension. Les droits des affiliés, anciens travailleurs, qui, après leur sortie, jouissent encore de droits actuels ou différés sont en général fixés par le règlement de pension conformément à leur application au moment de leur sortie, sauf dispositions légales contraires.

§ 1 Dit sectoraal pensioenreglement wordt opgemaakt in uitvoering van artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

§ 2 Dit pensioenreglement beoogt het pensioenreglement dat als bijlage opgenomen was bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2018 aan te passen.

§ 3 Dit pensioenreglement bepaalt de rechten en de plichten van de Inrichter, de pensioeninstelling, de werkgevers die behoren tot het ressort van het voormelde Paritair Subcomité, de aangeslotenen en hun begunstigde(n). Tevens worden de aansluitingsvooraarden alsook de regels betreffende de uitvoering van de pensioentoezegging erin vastgelegd. De rechten van de aangeslotenen die gewezen werknemers zijn die na hun uittreding nog steeds actuele of uitgestelde rechten genieten, worden in de regel bepaald door het pensioenreglement zoals van toepassing op het ogenblik van hun uittreding, behoudens ingeval van andersluidende wettelijke bepalingen.

CHAPITRE II. - Définitions des notions

Art. 2

1. La pension complémentaire

La valeur de capital de la pension de retraite et/ou de survie en cas de décès de l'affilié (avant ou après la retraite), ou la conversion de celle-ci en rente viagère, octroyées sur base des versements obligatoires prévus dans ce règlement de pension en complément d'une pension fixée en vertu d'un régime légal de sécurité sociale. Cette valeur ne sera pas inférieure aux réserves acquises au 31 décembre 2018, au moment du changement d'organisme de pension.

2. L'engagement de pension

L'engagement de l'Organisateur de constituer une pension complémentaire pour les affiliés et/ou leur(s) bénéficiaire(s) en application de la convention collective de travail du 5 juillet 2002, ainsi que des

HOOFDSTUK II. - Begripsomschrijvingen

Art. 2

1. Het aanvullend pensioen

De kapitaalswaarde van het rust- en/of overlevingspensioen bij overlijden van de aangeslotene (vóór of na de pensionering), of de omzetting van deze in een levenslange lijfrente, toegekend op basis van de in dit pensioenreglement bepaalde verplichte stortingen, ter aanvulling van een krachtens een wettelijke sociale zekerheidsregeling vastgesteld pensioen. Deze zal niet lager zijn dan de verworven reserves per 31 december 2018, op het moment van overgang van pensioeninstelling.

2. De pensioentoezegging

De toezegging van een aanvullend pensioen gedaan door de Inrichter aan de aangeslotenen en/of hun begunstigde(n) in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002, alsook

conventions collectives de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

L'engagement de l'Organisateur consiste en un engagement de pension du type des cotisations fixes sans rendement garanti. L'Organisateur ne garantit donc que le paiement d'une cotisation fixe et ne fait aucune promesse en matière de capitalisation des cotisations. L'Organisateur respectera, certes, les obligations en matière de garantie de rendement minimum, conformément à l'article 24 de la L.P.C..

SEFOPLUS OFP souscrit à son tour, en tant qu'organisme de pension, une obligation de moyens. Ceci implique que SEFOPLUS OFP s'engage à gérer le mieux et le plus soigneusement possible (en bon père de famille) les cotisations fixes versées par l'Organisateur en vue de la réalisation de son objectif, sans qu'il s'engage à un résultat. Les cotisations versées par l'Organisateur seront capitalisées au rendement financier net tel que défini à l'article 2.4 du présent règlement de pension.

3. Le régime de pension

Un engagement de pension collectif.

4. Rendement financier net (RFN)

Le rendement financier net ("RFN" en abrégé) du patrimoine distinct est calculé pour l'exercice comptable écoulé au 31 décembre de l'exercice comptable. Pour ce faire, les frais d'investissement sont déduits du rendement financier du patrimoine distinct.

Ensuite, pour établir le rendement financier net inscrit sur les comptes individuels des affiliés, il est tenu compte de la réserve libre disponible qui sert de tampon. Cette réserve libre ou tampon est égale au montant des actifs du patrimoine distinct, dépassant le montant suivant :

- les réserves inscrites sur les comptes individuels des affiliés, conformément au présent règlement de pension ; à cet égard, le calcul de ces réserves pour la période du 1 janvier au 31 décembre de l'année calculée part du principe d'un rendement financier net correspondant

van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

De toezegging die de Inrichter hier doet betreft een pensioentoezegging van het type vaste bijdragen zonder gewaarborgd rendement. De Inrichter garandeert dus enkel de betaling van de vaste bijdrage maar doet geen enkele belofte op gebied van de kapitalisatie van de bijdragen. De Inrichter zal weliswaar voldoen aan de verplichtingen inzake de minimum rendementsgarantie conform de bepalingen van artikel 24 van de W.A.P..

SEFOPLUS OFP gaat op haar beurt, als pensioeninstelling, een middelenverbintenis aan. Dit houdt in dat SEFOPLUS OFP er zich toe verbindt om de vaste bijdragen die door de Inrichter worden gestort zo goed en zo zorgvuldig mogelijk te beheren (als een goede huisvader) met het oog op de verwezenlijking van haar doel, zonder dat zij zich verbindt tot een resultaat. De bijdragen gestort door de Inrichter zullen worden gekapitaliseerd aan het netto financieel rendement zoals gedefinieerd in artikel 2.4 van dit pensioenreglement.

3. Het pensioenstelsel

Een collectieve pensioentoezegging.

4. Het netto financieel rendement (NFR)

Het netto financieel rendement (afgekort als "NFR") van het afzonderlijk vermogen wordt voor het afgelopen boekjaar berekend per 31 december van het boekjaar. Hierbij worden de investeringskosten in mindering gebracht van het financieel rendement van het afzonderlijk vermogen.

Vervolgens wordt voor de vaststelling van het netto financieel rendement dat wordt ingeschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen rekening gehouden met de beschikbare vrije reserve die dient als buffer. Deze vrije reserve of buffer is gelijk aan het bedrag van de activa van het afzonderlijk vermogen die volgend bedrag overstijgen:

- de reserves ingeschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen, in overeenstemming met dit pensioenreglement; hierbij wordt voor de berekening van deze reserves voor de periode gelegen tussen 1 januari en 31 december van het berekeningsjaar

au taux d'intérêt applicable pour le calcul de la garantie de rendement minimum conformément à l'article 24 de la L.P.C. ;

- augmentées le cas échéant de la garantie de rendement minimum conformément à l'article 24 de la L.P.C..

Au moment de l'octroi du rendement financier net, le fait de toujours avoir un tampon égal à 10% vaut comme principe de base que l'organisateur poursuit, dans le but d'une gestion sûre et prudente du régime de pension social sectoriel, afin de pouvoir faire face aux éventuelles fluctuations négatives futures des investissements. Cependant, même si le tampon est inférieur à 10% et qu'il y a un rendement financier net positif, alors ce dernier sera octroyé à concurrence de la garantie de rendement minimum conformément à l'article 24 de la L.P.C., comme déterminé ci-après.

Si cette réserve libre ou tampon, est supérieure ou égale à 10% :

- en cas de rendement financier net positif, le rendement financier net complet, cependant diminué du montant nécessaire pour veiller à ce que, également après l'octroi du rendement financier net, la réserve libre ou le tampon est égal à 10% est inscrit entièrement sur les comptes individuels des affiliés
- en cas de rendement financier net négatif, ce rendement financier net complet est inscrit sur les comptes individuels des affiliés.

Si cette réserve libre ou tampon est inférieure à 10%, le rendement financier net négative est inscrit entièrement sur les comptes individuels des affiliés. Le rendement financier net positif inscrit sur les comptes individuels des affiliés est dans ce cas limité au taux d'intérêt applicable pour le calcul de la garantie de rendement minimum conformément à l'article 24 de la L.P.C. (égale à 1,75% au 31 décembre 2018). La partie supérieure est attribuée à la réserve libre à titre d'accroissement du tampon. Schématiquement, il est possible de présenter ceci de la manière suivante :

uitgegaan van een netto financieel rendement dat gelijk is aan de rentevoet van toepassing voor de berekening van de minimum rendementsgarantie conform artikel 24 van de W.A.P.;

- desgevallend verhoogd met de minimum rendementsgarantie conform artikel 24 van de W.A.P..

Bij de toekenning van het netto financieel rendement geldt als basisprincipe dat de inrichter ernaar streeft, vanuit de doelstelling van een veilig en prudent beheer van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, om steeds een buffer te hebben die gelijk is aan 10% teneinde eventuele, toekomstige negatieve schommelingen in de beleggingen te kunnen opvangen. Echter, zelfs indien de buffer lager is dan 10% en er een positief netto financieel rendement is, dan zal dit tot aan de minimum rendementsgarantie conform artikel 24 van de W.A.P. toch worden toegekend, zoals hierna bepaald.

Indien deze vrije reserve of buffer hoger is dan of gelijk aan 10%:

- in geval van een positief netto financieel rendement wordt dit volledig netto financieel rendement, evenwel verminderd met het bedrag nodig om ervoor te zorgen dat ook na de toekenning van het netto financieel rendement de vrije reserve of buffer gelijk is aan 10%ingeschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen
- in geval van een negatief netto financieel rendement wordt dit volledig netto financieel rendement ingeschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen.

Indien deze vrije reserve of buffer lager is dan 10% dan wordt het volledig negatief netto financieel rendement ingeschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen. Het positief netto financieel rendement dat wordt ingeschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen wordt dan beperkt tot de rentevoet van toepassing voor de berekening van de minimum rendementsgarantie conform artikel 24 van de W.A.P. (per 31 december 2018 gelijk aan 1,75%). Het overstijgend gedeelte wordt toegekend aan de vrije reserve ter verhoging van de buffer. Schematisch kan dit als volgt worden voorgesteld:

Réserve libre (tampon)	RFN inscrit sur les comptes individuels	
	négatif	positif
< 10%	RFN	RFN (max. 1,75%*)
≥ 10%	RFN	RFN**

* au 31.12.2018

** avec maintien de la réserve libre (tampon) de 10% après octroi RFN

Lorsque des prestations sont dues avant le calcul du rendement financier net pour une année déterminée, le rendement financier net qui sera inscrit pour l'année visée sera égal au taux d'intérêt utilisé pour établir la garantie de rendement minimum conformément à l'article 24 de la L.P.C..

5. L.P.C.

Loi du 28 avril 2003 (relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, telle que publiée au M.B. du 15 mai 2003, erratum M.B. du 26 mai 2003, et ses arrêtés royaux d'exécution). Les notions reprises dans la suite de ce règlement doivent être prises au sens précisé à l'article 3 (définitions) de la Loi précitée. La Loi sera dénommée «L.P.C.» dans la suite de ce règlement de pension.

6. L'Organisateur

Conformément à l'article 3, § 1, 5° de la L.P.C., le Fonds de sécurité d'existence du commerce du métal a été désigné comme Organisateur du régime de pension complémentaire sectoriel par les organisations représentatives représentées au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal 149.04 et ce, via la convention collective de travail du 5 juillet 2002.

7. Les employeurs

Les employeurs visés à l'article 1 de la convention collective de travail 5 juillet 2002 ainsi que des conventions collectives de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

vrije reserve (buffer)	NFR ingeschreven op de individuele rekeningen	
	negatief	positief
< 10%	NFR	NFR (max. 1,75%*)
≥ 10%	NFR	NFR**

* per 31.12.2018

** met behoud van vrije reserve (buffer) van 10% na toegekening NFR

Wanneer prestaties verschuldigd zijn alvorens het netto financieel rendement is berekend voor een gegeven jaar, dan zal het netto financieel rendement dat wordt ingeschreven voor het betrokken jaar gelijk zijn aan de rentevoet die wordt gebruikt voor de vaststelling van de minimum rendementsgarantie conform artikel 24 van de W.A.P.

5. W.A.P.

Wet van 28 april 2003 (betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, aangevuld met haar uitvoeringsbesluiten zoals gepubliceerd in het B.S. van 15 mei 2003, erratum B.S. 26 mei 2003). De begrippen die in het vervolg van dit reglement opgenomen zijn, moeten worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in artikel 3 (definities) van de voormelde wet. Deze wet zal in het vervolg van dit pensioenreglement "W.A.P." worden genoemd.

6. De Inrichter

Conform artikel 3, § 1, 5° van de W.A.P. werd door de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Sub-comité van de metaalhandel 149.04, het Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalhandel, aangeduid als Inrichter van het sectoraal aanvullende pensioenstelsel en dit via de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002.

7. De werkgevers

De werkgevers zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002, alsook van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging en

8. L'ouvrier

La personne occupée, par un employeur comme visé à l'article 2.7, en exécution d'un contrat de travail, à du travail principalement manuel.

9. L'affilié

Le travailleur qui appartient à la catégorie du personnel pour laquelle l'Organisateur a instauré le présent régime de pension et qui remplit les conditions d'affiliation prévues dans le règlement de pension, ainsi que l'ancien travailleur qui continue à bénéficier de droits actuels ou différés conformément à ce règlement de pension. Dans la pratique, il s'agit en particulier des ouvriers déclarés sous les codes travailleurs 015, 024 et 027.

10. La sortie

Par « sortie », il faut entendre :

- soit la fin d'un contrat de travail (pour une raison autre que le décès ou la retraite), pour autant qu'elle ne soit pas suivie par la conclusion d'un contrat de travail avec un autre employeur ressortissant également à la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal ;
- soit la fin de l'affiliation parce que le travailleur ne répond plus aux conditions d'affiliation du régime de pension, sans que cela coïncide avec la fin du contrat de travail pour une autre raison que le décès ou la retraite ;
- soit la fin de l'affiliation parce que l'employeur ou, en cas de changement de contrat de travail, le nouvel employeur ne ressortit plus à la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal.

11. SEFOPLUS OFP : l'organisme de pension

SEFOPLUS OFP est l'institution de retraite professionnelle (IRP) multisectorielle autorisée par la FSMA le 19 novembre 2018 sous le numéro d'identification 50.624, ayant son siège social à 1200 Bruxelles, boulevard

coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

8. De arbeider

De persoon die in uitvoering van een arbeidsovereenkomst tot het hoofdzakelijk verrichten van handenarbeid is tewerkgesteld door een werkgever als bedoeld in artikel 2.7.

9. De aangeslotene

De werknemer die behoort tot de categorie van personeel waarvoor de Inrichter dit pensioenstelsel heeft ingevoerd en die aan de aansluitingsvoorwaarden van het pensioenreglement voldoet en de gewezen werknemer die nog steeds actuele of uitgestelde rechten geniet overeenkomstig dit pensioenreglement. In de praktijk gaat het meer bepaald om de werklieden aangegeven onder werknehmerskengetallen 015, 024 en 027.

10. De uittreding

Onder uittreding moet worden begrepen:

- hetzij de beëindiging van een arbeidsovereenkomst (anders dan door overlijden of pensionering) voor zover die niet wordt gevolgd door het sluiten van een arbeidsovereenkomst met een andere werkgever die eveneens behoort tot het ressort van het Paritair Subcomité voor de metaalhandel;
- hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werknemer niet langer de aansluitingsvoorwaarden van het pensioenstelsel vervult, zonder dat dit samenvalt met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of pensionering;
- hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werkgever of, ingeval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe werkgever niet langer valt onder het ressort van het Paritair Sub-comité voor de metaalhandel.

11. SEFOPLUS OFP: de pensioeninstelling

SEFOPLUS OFP is de multi-sectorale instelling voor bedrijfspensioenvoorziening (IBP), toegelaten door de FSMA op 19 november 2018 met identificatienummer 50.624, met maatschappelijke zetel te 1200

de la Woluwe 46, boîte 7, constituée par les organisateurs sectoriels ci-après, pour la gestion et l'exécution de leurs engagements de pension respectifs :

- le Fonds de sécurité d'existence du commerce du métal ('l'Organisateur');
- le Fonds social des entreprises de garage;
- le Fonds social des entreprises de carrosserie;
- le Fonds de sécurité d'existence – Métaux précieux et
- le Fonds social des entreprises pour la récupération de métaux.

Conformément aux règles fixées dans les statuts de SEFOPLUS OFP, d'autres organisateurs sectoriels peuvent également confier la gestion et l'exécution de leur engagement de pension sectoriel à SEFOPLUS OFP.

12. Les prestations acquises

Lorsqu'en cas de sortie l'affilié a choisi de laisser ses réserves acquises à l'organisme de pension, la prestation acquise est la prestation à laquelle l'affilié peut prétendre au moment de la retraite.

13. Les réserves acquises

Les réserves auxquelles l'affilié a droit, à un moment donné, conformément au présent règlement de pension. Ces réserves sont égales :

1. au compte individuel (cotisations nettes versées par l'Organisateur, augmentées le cas échéant des réserves transférées par l'affilié concerné à partir d'un autre organisme de pension, conformément à l'article 18); plus
2. les prestations relatives au financement du volet pension accordées dans le cadre de l'engagement de solidarité;
3. le cas échéant, la participation bénéficiaire;
4. capitalisées au rendement financier net de SEFOPLUS OFP, tel que défini à l'article 2.4

Le cas échéant, les réserves acquises sont augmentées afin de garantir le rendement minimum tel que prévu à l'article 24 de la L.P.C..

Brussel, Woluwedal 46 bus 7, die is opgericht door de volgende sectorale inrichters voor het beheer en de uitvoering van hun respectievelijke sectorale pensioentoezeggingen:

- het Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalhandel (de Inrichter);
- het Sociaal Fonds voor het Garagebedrijf;
- het Sociaal Fonds voor de koetswerkondernemingen;
- het Fonds voor Bestaanszekerheid - Edele metalen en
- het Sociaal Fonds voor de ondernemingen voor de terugwinning van metalen.

Volgens de regels vastgelegd in de statuten van SEFOPLUS OFP kunnen ook andere sectorale inrichters het beheer en de uitvoering van hun sectorale pensioentoezegging toevertrouwen aan SEFOPLUS OFP.

12. De verworven prestaties

Wanneer de aangeslotene ingeval van uittreding ervoor kiest om zijn verworven reserves bij de pensioeninstelling te laten, dan is de verworven prestatie de prestatie waarop de aangeslotene aanspraak kan maken op het moment van pensionering.

13. De verworven reserves

De reserves waarop de aangeslotene op een bepaald ogenblik recht heeft overeenkomstig dit pensioenreglement. Deze reserves zijn gelijk aan:

1. de individuele rekening (nettobijdragen gestort door de Inrichter, desgevallend verhoogd met de reserves die door de betrokken aangeslotene werden overgedragen vanuit een andere pensioeninstelling, overeenkomstig artikel 18); plus
2. de prestaties inzake de financiering van het pensioenuitkomen toegewezen in het kader van de solidariteitstoezegging;
3. in voorkomend geval, de deelname in de winst
4. gekapitaliseerd aan het netto financieel rendement van SEFOPLUS OFP, zoals gedefinieerd in artikel 2.4.

De verworven reserves worden desgevallend verhoogd ter waarborging van de minimum rendementsgarantie, zoals bepaald in artikel 24 van de W.A.P..

En cas de modification du taux d'intérêt pour le calcul de la garantie de rendement minimum conformément à l'article 24 de la L.P.C., la méthode verticale est appliquée. Cela signifie que l'ancien (les anciens) taux d'intérêt sont (étaient) d'application jusqu'au moment de la modification sur les cotisations dues sur la base du règlement de pension avant la modification et que le nouveau taux d'intérêt est appliqué sur les cotisations dues sur la base du règlement de pension à partir de la modification et sur le montant résultant de la capitalisation à l' (aux) ancien(s) taux d'intérêt des cotisations dues sur la base du règlement de pension jusqu'au moment de la modification.

14. La rémunération annuelle

La rémunération annuelle brute sur laquelle sont prélevées les cotisations de sécurité sociale (donc majorée de 8 pour cent).

15. L'âge de la pension

Par âge de la pension, il faut entendre l'âge légal de la pension, conformément à l'article 2, § 1, de l'arrêté royal du 23 décembre 1996 portant exécution des articles 15, 16 et 17 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Cet âge de la pension est en principe de 65 ans jusqu'au 31 janvier 2025, 66 ans du 1er février 2025 au 31 janvier 2030 et 67 ans à partir du 1er février 2030.

16. Retraite

L'entrée en vigueur effective de la pension de retraite anticipée ou de la pension de retraite à l'âge l'égal de la pension en ce qui concerne l'activité professionnelle qui a donné lieu à la constitution des prestations, à savoir, en l'occurrence, la pension de retraite légale comme travailleur.

Aux fins du présent règlement de pension, la prise de la pension complémentaire est assimilée à la retraite selon les mesures transitoires légales suivantes :

- Les affiliés mis au chômage avec complément d'entreprise (RCC) peuvent, conformément à la mesure transitoire prévue à l'article 63/3 de la L.P.C.,

In geval van een wijziging van de rentevoet voor de berekening van de minimum rendementsgarantie conform artikel 24 van de W.A.P. wordt de verticale methode toegepast. Dit betekent dat de oude rentevoet(en) van toepassing was (waren) tot op het moment van de wijziging, op de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement vóór de wijziging, en de nieuwe rentevoet wordt toegepast op de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement vanaf de wijziging en op het bedrag resulterend uit de kapitalisatie tegen de oude rentevoet(en) van de bijdragen verschuldigd op basis van het pensioenreglement tot op het moment van de wijziging.

14. De jaarbezoldiging

Het jaarlijkse brutoloon waarop de inhoudingen voor de sociale zekerheid worden gedaan (dus verhoogd met 8 procent).

15. De pensioenleeftijd

Met de pensioenleeftijd wordt de wettelijke pensioenleeftijd bedoeld, volgens artikel 2, § 1, van het koninklijk besluit van 23 december 1996 tot uitvoering van de artikelen 15, 16 en 17 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenen.

Deze pensioenleeftijd bedraagt in principe 65 jaar tot 31 januari 2025, 66 jaar vanaf 1 februari 2025 tot 31 januari 2030 en 67 jaar vanaf 1 februari 2030.

16. Pensionering

De effectieve ingang van het vervroegd rustpensioen of van het rustpensioen op de wettelijke pensioenleeftijd met betrekking tot de beroepsactiviteit die aanleiding gaf tot de opbouw van de prestaties, zijnde in dit geval het wettelijk rustpensioen als werknemer.

Voor de doeleinden van dit pensioenreglement, wordt de opname van het aanvullend pensioen onder de volgende wettelijke overgangsmaatregelen gelijkgesteld met pensionering:

- De aangeslotenen die op werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT) zijn gesteld, kunnen overeenkomstig de overgangsmaatregel voorzien in artikel

prendre leur pension complémentaire dès l'âge de 60 ans si leur contrat de travail a été résilié au plus tôt à l'âge de 55 ans en vue de les faire entrer dans le régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC) dans le cadre d'un plan de restructuration établi et communiqué aux ministres régional et fédéral de l'Emploi avant le 1er octobre 2015.

- Si les affiliés mis au chômage avec complément d'entreprise (RCC) ne répondent pas aux conditions de la mesure transitoire prévue à l'article 63/3 de la L.P.C. telle que décrite ci-dessus, ils peuvent prendre leur pension complémentaire conformément à la mesure transitoire prévue à l'article 63/2 de la L.P.C. :
 - dès l'âge de 60 ans s'ils sont nés avant le 1er janvier 1959 ;
 - dès l'âge de 61 ans s'ils sont nés avant le 1er janvier 1960 ;
 - dès l'âge de 62 ans s'ils sont nés avant le 1er janvier 1961 ;
 - dès l'âge de 63 ans s'ils sont nés avant le 1er janvier 1962.
- 63/3 van de W.A.P., het aanvullend pensioen opnemen vanaf de leeftijd van 60 jaar indien hun arbeidsovereenkomst ten vroegste op de leeftijd van 55 jaar werd beëindigd met het oog op de aanvang van de werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT) in het kader van een herstructureringsplan opgemaakt en gecommuniceerd aan de regionale en federale minister van werk vóór 1 oktober 2015.
- Indien de aangeslotenen die op werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT) zijn gesteld, niet voldoen aan de voorwaarden van de overgangsmaatregel voorzien in artikel 63/3 van de W.A.P. zoals hierboven omschreven, kunnen zij overeenkomstig de overgangsmaatregel voorzien in artikel 63/2 van de W.A.P., het aanvullend pensioen opnemen:
 - vanaf de leeftijd van 60 jaar indien zij geboren zijn vóór 1 januari 1959;
 - vanaf de leeftijd van 61 jaar indien zij geboren zijn vóór 1 januari 1960;
 - vanaf de leeftijd van 62 jaar indien zij geboren zijn vóór 1 januari 1961;
 - vanaf de leeftijd van 63 jaar indien zij geboren zijn vóór 1 januari 1962.

17. La date du recalcul

La date du recalcul pour ce règlement de pension est fixée au 1er janvier.

18. Réserve libre

Conformément à l'article 4-8 de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 portant exécution de la L.P.C., une réserve libre est constituée dans le patrimoine distinct.

Cette réserve libre est financée au moyen de :

- la partie du rendement financier net qui, conformément à l'article 2.4 n'est pas, le cas échéant, inscrite immédiatement sur les comptes individuels des affiliés ;
- les prestations qui - pour des raisons qui ne sont pas dues à SEFOPLUS OFP - ne peuvent pas être payées par SEFOPLUS OFP ;
- et, le cas échéant, une cotisation supplémentaire versée par l'Organisateur dans la réserve libre.

63/3 van de W.A.P., het aanvullend pensioen opnemen vanaf de leeftijd van 60 jaar indien hun arbeidsovereenkomst ten vroegste op de leeftijd van 55 jaar werd beëindigd met het oog op de aanvang van de werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT) in het kader van een herstructureringsplan opgemaakt en gecommuniceerd aan de regionale en federale minister van werk vóór 1 oktober 2015.

- Indien de aangeslotenen die op werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT) zijn gesteld, niet voldoen aan de voorwaarden van de overgangsmaatregel voorzien in artikel 63/3 van de W.A.P. zoals hierboven omschreven, kunnen zij overeenkomstig de overgangsmaatregel voorzien in artikel 63/2 van de W.A.P., het aanvullend pensioen opnemen:

- vanaf de leeftijd van 60 jaar indien zij geboren zijn vóór 1 januari 1959;
- vanaf de leeftijd van 61 jaar indien zij geboren zijn vóór 1 januari 1960;
- vanaf de leeftijd van 62 jaar indien zij geboren zijn vóór 1 januari 1961;
- vanaf de leeftijd van 63 jaar indien zij geboren zijn vóór 1 januari 1962.

17. De herberekeningsdatum

De herberekeningsdatum voor dit pensioenreglement wordt vastgesteld op 1 januari.

18. De vrije reserve

Overeenkomstig artikel 4-8 van het koninklijk besluit van 14 november 2003 tot uitvoering van de W.A.P. wordt een vrije reserve aangelegd in het afzonderlijk vermogen.

Deze vrije reserve wordt gefinancierd met:

- het gedeelte van het netto financieel rendement dat desgevallend, overeenkomstig artikel 2.4, niet onmiddellijk wordt ingeschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen;
- de prestaties die - om redenen die niet aan SEFOPLUS OFP te wijten zijn - niet kunnen worden uitbetaald door SEFOPLUS OFP;

Cette réserve libre sert de tampon et est affectée à l'apurement d'un déficit par rapport à la garantie de rendement minimum conformément à l'article 24 de la L.P.C. sur les comptes individuels, au besoin, et le cas échéant pour octroyer des rendements ou des cotisations supplémentaires.

Le conseil d'administration de SEFOPLUS OFP peut, après concertation avec l'organisateur sectoriel, décider d'octroyer un rendement supplémentaire ou une cotisation supplémentaire – inscrit sur les comptes individuels des affiliés – dans le cas où la réserve libre servant de tampon est supérieure à 20 %. Cet octroi est entériné par une convention collective de travail.

19. L'enfant

Tout enfant légitime de l'affilié, né ou conçu; tout enfant naturel reconnu ou tout enfant adopté de l'affilié ainsi que tout enfant du /de la conjoint(e) ou partenaire du/de la marié(e), ou cohabitant(e) légal(e) domicilié à l'adresse de l'affilié.

20. Le cohabitant légal

La personne qui a fait avec son partenaire cohabitant une déclaration conformément à l'article 1476 du Code Civil.

21. L'a.s.b.l. SEFOCAM

Le centre de la coordination administrative et logistique des régimes de pension sectoriels des ouvriers des entreprises de garage, de la carrosserie, du commerce de métal, de la récupération de métaux et des métaux précieux.

Le siège social de l'a.s.b.l. SEFOCAM est établi, à 1200 Bruxelles, Boulevard de la Woluwe 46, boîte 7.

L'a.s.b.l. SEFOCAM peut être jointe par téléphone au numéro 00.32.2.761.00.70. et par e-mail à l'adresse helpdesk@sefocam.be.

L'a.s.b.l. SEFOCAM dispose également d'un site internet : www.sefocam.be.

- en desgevallend een bijkomende bijdrage gestort door de Inrichter in de vrije reserve.

Deze vrije reserve dient als buffer en wordt aangewend om een tekort ten aanzienvan de minimum rendementsgarantie conform artikel 24 van de W.A.P. aan te zuiveren op de individuele rekeningen, indien noodzakelijk, en desgevallend om bijkomende rendementen of bijdragen toe te kennen.

De raad van bestuur van SEFOPLUS OFP kan, na overleg met de sectorale inrichter, besluiten tot de toekenning van een bijkomend rendement of een bijkomende bijdrage - die wordt ingeschreven op de individuele rekeningen van de aangeslotenen - in geval de vrije reserve die dient als buffer hoger is dan 20 %. Deze toekenning wordt bekrachtigd door een collectieve arbeidsovereenkomst.

19. Het kind

Elk wettig geboren of verwekt kind van de aangeslotene alsook elk erkend natuurlijk kind of elk geadopteerd kind van de aangeslotene evenals elk kind van de echtgeno(o)t(e) of partner van de gehuwde, respectievelijk wettelijk samenwonende aangeslotene dat gedomicilieerd is op het adres van de aangeslotene.

20. De wettelijk samenwonende

De persoon die samen met zijn of haar samenwonende partner een verklaring heeft aangelegd overeenkomstig artikel 1476 van het Burgerlijk Wetboek.

21. De v.z.w. SEFOCAM

Het administratief en logistiek coördinatiecentrum van de sociale sectorale pensioenstelsels voor de arbeiders uit het garagebedrijf, het koetswerk, de metaalhandel, de terugwinning van metalen en de edele metalen.

De maatschappelijke zetel van de v.z.w. SEFOCAM, is gevestigd op het Woluwedal 46, bus 7 te 1200 Brussel.

De v.z.w. SEFOCAM is telefonisch bereikbaar op het nummer 00.32.2.761.00.70. en per mail op het adres helpdesk@sefocam.be.

De v.z.w. SEFOCAM beschikt evenzeer over een website met name: www.sefocam.be.

22. Patrimoine distinct

Des patrimoines distincts au sens de la loi du 27 octobre 2006 relative au contrôle des institutions de retraite professionnelle, sont constitués au sein de SEFOPLUS OFP. L'engagement de pension sectoriel est géré dans un patrimoine propre distinct. Concrètement, ceci signifie que les réserves et les actifs liés à cet engagement de pension sectoriel sont séparés des autres actifs et des autres patrimoines distincts au sein de SEFOPLUS OFP et qu'ils ne peuvent dès lors pas être affectés dans le cadre d'autres engagements de pension sectoriels constitués par d'autres organisateurs sectoriels qui sont gérés par SEFOPLUS OFP.

CHAPITRE III. - Affiliation

Art. 3

§ 1 Le règlement de pension s'applique de manière contraignante à tous les ouvriers déclarés sous les codes travailleurs 015, 024 et 027, qui sont ou étaient liés aux employeurs visés à l'article 2.7., au ou après le 1er janvier 2002 par un contrat de travail, quelle que soit la nature de ce contrat de travail, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 4, § 3 de la convention collective de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social du 23.10.2019.

§ 2 Sans préjudice de l'entrée en vigueur du 1er paragraphe, le règlement de pension ne s'appliquera qu'à partir du 1er janvier 2016 aux ouvriers qui sont ou étaient liés à un employeur qui, en vertu de l'article 5 de l'accord national 2001-2002 du 3 mai 2001, enregistré sous le numéro 58.036/CO/149.04, signé en Sous-commission paritaire pour le commerce du métal, a organisé lui-même le régime de pension et qui a obtenu à cet effet l'autorisation de la Sous-commission paritaire concernée, mais qui ont été obligés de s'affilier auprès du régime de pension sectoriel social du commerce de métal et ce à partir du 1er janvier 2016 à la suite de la cessation du plan de pension d'entreprise approuvé.

§ 3 Les personnes susmentionnées sont affiliées immédiatement au présent engagement de pension, c'est-à-dire à partir de la date à laquelle elles remplissent les conditions

22. Afzonderlijk vermogen

Binnen SEFOPLUS OFP worden afzonderlijke vermogens ingericht in de zin van de wet van 27 oktober 2006 betreffende het toezicht op de instellingen voor bedrijfspensioenvoorziening. De sectorale pensioentoezegging wordt beheerd in een eigen afzonderlijk vermogen. Concreet betekent dit dat de reserves en activa die verbonden zijn aan deze sectorale pensioentoezegging afgescheiden zijn van de overige activa en de overige afzonderlijke vermogens binnen SEFOPLUS OFP, en dus niet kunnen aangewend worden in het kader van andere sectorale pensioentoezeggingen ingericht door andere sectorale inrichters, die beheerd worden door SEFOPLUS OFP.

HOOFDSTUK III. - Aansluiting

Art. 3

§ 1 Het pensioenreglement is verplicht van toepassing op alle arbeiders aangegeven onder de werknemerskengetallen 015, 024 en 027, die op of na 1 januari 2002 met de werkgevers, zoals bepaald in artikel 2.7., verbonden zijn of waren via een arbeidsovereenkomst, ongeacht de aard van deze arbeidsovereenkomst en met uitzondering van deze vermeld onder artikel 4, § 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst ter wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel van 23.10.2019.

§ 2 Onverminderd de toepassing van het eerste lid, is het pensioenreglement pas vanaf 1 januari 2016 van toepassing op de arbeiders die tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die overeenkomstig artikel 5 van het nationaal akkoord 2001 – 2002 van 3 mei 2001, geregistreerd onder het nummer 58.036/CO/149.04, afgesloten in het Paritair Sub-comité voor de metaalhandel, de uitvoering van het pensioenstelsel zelf organiseerde en die hiervoor de toelating heeft gekregen vanuit het desbetreffende Paritair Sub-comité, maar die op datum van stopzetting van hun goedgekeurd ondernemingspensioenplan verplicht werden om vanaf 1 januari 2016 aan te sluiten bij het sociaal sectoraal pensioenstelsel voor de metaalhandel.

§ 3 Voormalde personen worden onmiddellijk aangesloten bij deze pensioentoezegging, dit wil zeggen vanaf de datum dat zij voldoen aan de hiervoor vermelde aansluitings-

d'affiliation susmentionnées. Elles restent affiliées tant qu'elles sont en service. Il existe toutefois une exception : les personnes ayant effectivement pris leur pension légale (anticipée) à partir du 1er janvier 2016, mais qui ont ensuite continué ou recommencé à travailler dans le cadre d'un contrat de travail conclu avec un employeur tel que visé à l'article 2.7, ne restent ou ne sont pas affiliées au présent engagement de pension. Les personnes ayant effectivement pris leur pension légale (anticipée) avant 2016 mais qui ont ensuite continué ou recommencé à travailler dans le cadre d'un contrat de travail conclu avec un^{*} employé visé à l'article 2.7 restent affiliées au présent engagement de pension si cette activité professionnelle a commencé avant le 1er janvier 2016 et s'est poursuivie de manière ininterrompue.

^{*} employeur

- § 4 Si – le cas échéant – les personnes précitées disposent déjà d'une réserve de pension complémentaire provenant d'un emploi précédent et choisissent – conformément à l'article 32, § 1,1°,b) de la L.P.C. – de transférer cette réserve vers l'organisme de pension, cette réserve sera intégrée au présent régime de pension. Ce régime de pension ne prévoit donc pas de «structure d'accueil» telle que décrite à l'article 32, § 2, 2e alinéa de la L.P.C..

CHAPITRE IV. - Droits et obligations de l'Organisateur

Art. 4

§ 1 L'Organisateur s'engage à l'égard de tous les affiliés à tout mettre en œuvre pour la bonne exécution de la convention collective de travail du 5 juillet 2002, ainsi que des conventions collectives de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

§ 2 La cotisation due par l'Organisateur en vue du financement de l'engagement de pension est transférée sans tarder par l'Organisateur à SEFOPLUS OFP. Ce transfert a lieu au moins 1 fois par mois.

§ 3 Par le biais de l'a.s.b.l. SEFOCAM, l'Organisateur fournira tous les renseignements nécessaires à intervalles réguliers à SEFOPLUS OFP.

§ 4 SEFOPLUS OFP n'est tenu à l'exécution de ses obligations que dans la mesure où, pendant la durée du présent règlement de

voorwaarden. Zij blijven aangesloten zolang zij in dienst zijn. Hierop bestaat evenwel een uitzondering: de personen die effectief hun wettelijk (vervroegd) pensioen hebben opgenomen vanaf 1 januari 2016 maar vervolgens verder of opnieuw tewerkgesteld worden met een arbeidsovereenkomst afgesloten met een werkgever zoals bepaald in artikel 2.7, blijven of worden niet aangesloten bij deze pensioentoezegging. De personen die effectief hun wettelijk (vervroegd) pensioen hebben opgenomen vóór 2016 maar vervolgens verder of opnieuw tewerkgesteld worden met een arbeidsovereenkomst afgesloten met een werkgever zoals bepaald in artikel 2.7, blijven aangesloten bij deze toezegging zo deze beroepsactiviteit aanvang nam vóór 1 januari 2016 en ononderbroken voortduurt.

- § 4 Mochten – in voorkomend geval – voormelde personen reeds beschikken over een aanvullende pensioenreserve vanuit een eerdere dienstbetrekking én zouden zij ervoor opteren om – overeenkomstig artikel 32, § 1,1°,b) van de W.A.P. – deze bewuste reserve over te dragen naar de pensioeninstelling, dan zal deze worden geïntegreerd in dit pensioenstelsel. Dit pensioenstelsel voorziet aldus niet in een zogenaamde "onthaalstructuur" zoals beschreven in artikel 32, § 2, 2e lid van de W.A.P..

HOOFDSTUK IV. - Rechten en plichten van de Inrichter

Art. 4

§ 1 De Inrichter gaat tegenover alle aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen wat voor de goede uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002, alsook van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, vereist is.

§ 2 De bijdrage die de Inrichter verschuldigd is ter financiering van de pensioentoezegging wordt door de Inrichter zonder verwijl aan SEFOPLUS OFP overgemaakt. Dit geschiedt minstens 1 maal per maand.

§ 3 De Inrichter zal via de v.z.w. SEFOCAM op regelmatige tijdstippen alle nodige gegevens overmaken aan SEFOPLUS OFP.

§ 4 SEFOPLUS OFP is slechts tot uitvoering van zijn verplichtingen gehouden voor zover het,

pension, toutes les données suivantes lui ont été fournies :

1. les nom(s), prénom(s), date de naissance et sexe de l'affilié ainsi que son régime linguistique, son état civil et son numéro d'identification de la sécurité sociale ;
2. l'adresse de l'affilié ;
3. la dénomination, le siège social et le numéro B.C.E. de l'employeur, auquel l'affilié est lié par un contrat de travail, auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises ;
4. la rémunération trimestrielle brute de l'affilié ;
5. le cas échéant, la cotisation unique additionnelle octroyée en exécution de l'article 5 § 5 de la convention collective de travail du 29 avril 2014 ;
6. toute autre information ad hoc, comme demandée ultérieurement par l'organisme de pension.

Par la suite : les modifications survenant, pendant la durée de l'affiliation, dans les données susmentionnées.

§ 5 L'Organisateur a mis sur pied, à l'usage des affiliés un «helpdesk» dont la coordination est confiée à l'a.s.b.l. SEFOCAM.

CHAPITRE V. - Droits et obligations des affiliés

Art. 5

§ 1 L'affilié se soumet aux dispositions de la convention collective de travail portant sur l'instauration du régime de pension sectoriel conclue le 5 juillet 2002, ainsi que des conventions collectives de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social et du présent règlement de pension. Ces documents font partie intégrante du présent règlement de pension.

§ 2 L'affilié transmettra le cas échéant les informations manquantes à à SEFOPLUS OFP par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. SEFOCAM de sorte que SEFOPLUS OFP

tijdens de duur van dit pensioenreglement volgende gegevens meegeleid worden:

1. de na(a)m(en), de voorna(a)m(en) en de geboortedatum van de aangeslotene alsook geslacht, taalstelsel, burgerlijke staat en identificatienummer in de sociale zekerheid;
2. het adres van de aangeslotene;
3. de benaming, de maatschappelijke zetel en het K.B.O.-nummer van de werkgever, waarmee de aangeslotene via een arbeidsovereenkomst verbonden is, bij de Kruispuntbank van Ondernemingen;
4. het bruto kwartaalloon van de aangeslotene;
5. in voorkomend geval de eenmalige bijkomende bijdrage toegekend in uitvoering van artikel 5 § 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 april 2014;
6. enige andere ter zake doende gegevens zoals gevraagd door de pensioeninstelling.

Naderhand: de wijzigingen welke, tijdens de duur van de aansluiting, in voormelde gegevens voorkomen.

§ 5 De Inrichter organiseert ten voordele van de aangeslotenen een "helpdesk" waarvan de coördinatie is toevertrouwd aan de v.z.w. SEFOCAM.

HOOFDSTUK V. - Rechten en plichten van de aangeslotenen

Art. 5

§ 1 De aangeslotene onderwerpt zich aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst ter invoering van het sectoraal pensioenstelsel afgesloten op 5 juli 2002 evenals van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel en van dit pensioenreglement. Deze documenten maken één geheel uit met dit pensioenreglement.

§ 2 De aangeslotene maakt in voorkomend geval de ontbrekende inlichtingen over aan SEFOPLUS OFP, via de v.z.w. SEFOCAM, zodat SEFOPLUS OFP, zijn verplichtingen

puisse satisfaire à ses obligations à l'égard de l'affilié ou de son (ses) bénéficiaire(s).

§ 3 Si l'affilié venait à ne pas respecter une condition qui lui est imposée par le présent règlement de pension ou par la convention collective de travail du 5 juillet 2002, ainsi que des conventions collectives de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social, et à perdre de ce fait la jouissance d'un quelconque droit, l'Organisateur et l'organisme de pension seront dans la même mesure déchargés de leurs obligations à l'égard de l'affilié dans le cadre de la pension complémentaire réglé par le présent règlement de pension.

CHAPITRE VI - Droits et obligations de l'Organisme de pension

Art. 6

§ 1 SEFOPLUS OFP est chargé de la gestion et de l'exécution de l'engagement de pension sectoriel.

§ 2 SEFOPLUS OFP souscrit à ce propos une obligation de moyens.

§ 3 SEFOPLUS OFP gère les actifs de manière prudentielle dans l'intérêt des affiliés et des bénéficiaires.

SEFOPLUS OFP élabore une politique de placement et la fixe dans une déclaration relative aux principes de placement ou « *statement of investment principles* » (SIP).

tegenover de aangeslotene of tegenover zijn begunstigde(n) kan nakomen.

§ 3 Mocht de aangeslotene een hem door dit pensioenreglement of door de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002, evenals van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, opgelegde voorwaarde niet nakomen, en mocht daardoor voor hem enig verlies van recht ontstaan, dan zullen de Inrichter en de pensioeninstelling in dezelfde mate ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene in verband met het bij dit pensioenreglement geregeld aanvullend pensioen.

HOOFDSTUK VI - Rechten en plichten van de Pensioeninstelling

Art. 6

§ 1 SEFOPLUS OFP is belast met het beheer en de uitvoering van de sectorale pensioentoezegging .

§ 2 SEFOPLUS OFP heeft in dit verband een middelenverbintenis.

§ 3 SEFOPLUS OFP beheert de activa op prudentiële wijze, in het belang van de aangeslotenen en de begunstigden.

SEFOPLUS OFP werkt een beleggingsbeleid uit en legt dit vast in een verklaring inzake de beleggingsbeginselen of “*statement of investment principles*” (SIP).

CHAPITRE VII. - Prestations assurées**Art. 7**

§ 1 L'engagement de pension a pour objectif, en complément d'une pension fixée en vertu d'une réglementation légale en matière de sécurité sociale :

- de constituer un capital (ou une rente correspondante), qui sera versé à l'« affilié» au moment de la retraite s'il est en vie ;
- de verser un capital décès à/aux bénéficiaire(s) si l'« affilié » décède avant ou après la retraite, dans ce dernier cas, si la pension complémentaire n'a pas encore été versée à l'affilié lui-même.

§ 2 L'Organisateur ne garantit que le paiement d'une cotisation fixe et ne fait aucune promesse en matière de capitalisation des cotisations. L'organisateur respectera, certes, les obligations en termes de garantie de rendement minimum, conformément aux dispositions de l'article 24 de la L.P.C. SEFOPLUS OFP souscrit une obligation de moyens et ne garantit pas de rendement. Les cotisations versées par l'Organisateur sont capitalisées sur la base du rendement financier net conformément à l'article 2.4.

§ 3 Cette capitalisation court au maximum jusqu'à trois mois suivant la pension ou la date de décès (si SEFOPLUS OFP n'a pas encore pu procéder à ce moment au versement de l'acompte).

CHAPITRE VIII. - Paiement des pensions complémentaires et la prestation en cas de décès**Art. 8**

Tous les formulaires mentionnés dans ce chapitre peuvent être obtenus auprès du helpdesk de l'a.s.b.l. SEFOCAM, Boulevard de la Woluwe 46 boîte 7 à 1200 Bruxelles, numéro de téléphone 00.32.2.761.00.70. ou peuvent être téléchargés via le site internet de SEFOPLUS OFP (www.sefoplus.be) ou le site de l'a.s.b.l. SEFOCAM (www.sefocam.be).

*Section 1. - Paiement en cas de retraite à l'âge légal de la pension (anticipée)***HOOFDSTUK VII. - Gewaarborgde prestaties****Art. 7**

§ 1 De pensioentoezegging heeft, ter aanvulling van een krachtens een wettelijke sociale zekerheidsregeling vastgesteld pensioen, tot doel:

- een kapitaal (of een hiermee overeenstemmende rente) samen te stellen dat op het moment van pensionering aan de "aangeslotene" wordt uitgekeerd indien hij in leven is;
- een overlijdenskapitaal uit te keren aan de begunstigde(n) indien de "aangeslotene" overlijdt vóór of na pensionering, in dit laatste geval zo het aanvullend pensioen nog niet werd uitbetaald aan de aangeslotene zelf.

§ 2 De Inrichter garandeert enkel de betaling van de vaste bijdrage maar doet geen enkele belofte op het gebied van de kapitalisatie van de bijdragen. De Inrichter zal weliswaar voldoen aan de verplichtingen inzake de minimum rendementsgarantie conform de bepalingen van artikel 24 van de W.A.P.. SEFOPLUS OFP gaat een middelenverbintenis aan en garandeert geen rendement. De bijdragen gestort door de Inrichter worden gekapitaliseerd op basis van het netto financieel rendement, overeenkomstig artikel 2.4.

§ 3 De kapitalisatie loopt maximaal tot drie maanden na de pensionering of de datum van overlijden (indien SEFOPLUS OFP op dat moment nog niet kon overgaan tot betaling van het voorschot).

HOOFDSTUK VIII. - Uitbetaling van de aanvullende pensioenen en de prestatie bij overlijden**Art. 8**

Al de in dit hoofdstuk vermelde formulieren kunnen bekomen worden via de helpdesk van de v.z.w. SEFOCAM, Woluwedal 46 bus 7 te 1200 Brussel, telefoonnummer 00.32.2.761.00.70. of kunnen worden gedownload via de website van SEFOPLUS OFP (www.sefoplus.be) of de website van de v.z.w. SEFOCAM (www.sefocam.be).

Afdeling 1. - Uitbetaling bij pensionering op de wettelijke (vervroegde) pensioenleeftijd

Art. 9

§ 1 Le capital (ou la rente correspondante) est payé lors de la prise effective par l'affilié de sa pension de retraite légale (anticipée) conformément aux dispositions légales en la matière ou de sa pension de retraite légale au plus tôt lorsqu'il atteint l'âge légal de la pension.

§ 2 Le capital au moment de la retraite est égal au montant figurant sur le compte individuel de l'affilié auprès de SEFOPLUS OFP à ce moment. Le cas échéant, ce montant est revu à la hausse afin de garantir le rendement minimum, conformément à l'article 24 de la L.P.C..

§ 3 Au plus tard trois mois avant la pension légale et lorsque SEFOPLUS OFP est informé de la date de la pension par l'intermédiaire de Sigedis, l'affilié reçoit un courrier de l'Organisateur par l'intermédiaire de l.a.s.b.l. SEFOCAM mentionnant le montant de ses réserves acquises à ce moment au sein du régime de pension sectoriel social ainsi que les formalités à remplir dans le cadre du paiement de sa pension complémentaire.

§ 4 Pour procéder au paiement de la pension complémentaire, l'affilié doit remettre

- en cas de prise de la pension de retraite légale au plus tôt à l'âge de la pension légale, le formulaire de déclaration **S1 A (pension légale)** ; ou
- en cas de prise de la pension légale anticipée, le formulaire de déclaration **S1 B (pension anticipée)** ;

à communiquer dûment et correctement complété à l.a.s.b.l. SEFOCAM et accompagné des annexes et des attestations ou justificatifs qui y sont mentionnés.

§ 5 Si nécessaire le droit de demander la pension complémentaire s'éteint, conformément à l'article 55 de la L.P.C., après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle l'affilié prend connaissance ou aurait

Art. 9

§ 1 Het kapitaal (of de hiermee overeenstemmende rente) wordt uitbetaald naar aanleiding van de effectieve opname door de aangeslotene van zijn (vervroegd) wettelijk rustpensioen conform de wettelijke bepalingen ter zake, of zijn wettelijk rustpensioen ten vroegste bij het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd.

§ 2 Het kapitaal bij pensionering is gelijk aan het bedrag op de individuele rekening van de aangeslotene bij SEFOPLUS OFP op dat moment. Desgevallend wordt dit bedrag verhoogd ter waarborging van de minimum rendementsgarantie, conform artikel 24 van de W.A.P..

§ 3 Uiterlijk drie maanden vóór de pensionering en wanneer SEFOPLUS OFP in kennis gesteld wordt van de datum van pensionering via Sigedis, ontvangt de aangeslotene een schrijven van de Inrichter, via de v.z.w. SEFOCAM, waarin het bedrag van zijn op dat moment verworven reserves binnen het sociaal sectoraal pensioenstelsel worden meegedeeld en de te vervullen formaliteiten in het kader van de uitbetaling van het aanvullend pensioen.

§ 4 Om tot de uitbetaling van het aanvullend pensioen over te gaan dient de aangeslotene:

- in geval van opname van het wettelijk rustpensioen ten vroegste op de wettelijke pensioenleeftijd het aanmeldingsformulier **S1 A (wettelijk pensioen)**; of
- in geval van opname van het vervroegd wettelijk pensioen het aanmeldingsformulier **S1 B (vervroegd pensioen)**;

volledig en correct ingevuld over te maken aan de v.z.w. SEFOCAM, alsook de daarin vermelde bijlagen en attesten of bewijsstukken.

§ 5. Desgevallend vervalt het recht tot opvragen van het aanvullend pensioen, conform artikel 55 van de W.A.P., na 5 jaar voor vorderingen die voortvloeien uit of verband houden met het aanvullend pensioen of het beheer ervan. De termijn van 5 jaar begint te lopen de dag nadat de aangeslotene kennis krijgt of redelijkerwijze kennis had moeten

raisonnablement dû avoir connaissance de l'événement qui donne ouverture à l'action. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai, celui-ci sera suspendu. Faute de demande de pension dans le délai précité, l'avantage est versé dans la réserve libre. Dans le cas où la pension complémentaire ne peut pas être payée dans le délai précité pour des raisons étrangères à SEFOPLUS OFP, à l'Organisateur et à l.a.s.b.l. SEFOCAM, elle est versée dans la réserve libre.

Section 2. - Paiement en cas de cessation de toute forme de travail autorisé dans le secteur en plus de la retraite

Art. 10

§ 1 Cette procédure, conformément à la mesure transitoire prévue à l'article 63/6 de la L.P.C., ne s'applique plus qu'à l'affilié qui a pris sa pension de retraite légale (anticipée) avant 2016 et a réalisé depuis lors, de manière ininterrompue, des prestations de travail chez un employeur visé à l'article 2.7. Ces prestations de travail autorisées en complément de la pension de retraite légale (anticipée) doivent commencer avant 2016. Dans ce cas, la pension complémentaire n'est payée qu'au moment de l'arrêt de ce travail autorisé.

§ 2 À partir du moment où l'arrêt de ce travail autorisé est constaté par le biais des flux DMFA, l'affilié reçoit de SEFOPLUS OFP, par l'intermédiaire de l.a.s.b.l SEFOCAM, un courrier mentionnant le montant de ses réserves acquises au sein du régime de pension sectoriel social ainsi que les formalités à remplir dans le cadre du paiement de la pension complémentaire.

§ 3 Le capital au moment de l'arrêt du travail autorisé tel que mentionné ci-dessus est égal au montant figurant sur le compte individuel de l'affilié auprès de SEFOPLUS OFP à ce moment. Le cas échéant, ce montant est revu à la hausse afin de garantir le rendement minimum, conformément à l'article 24 de la L.P.C..

§ 4 Pour procéder au paiement de la pension complémentaire, l'affilié doit envoyer à l.a.s.b.l. SEFOCAM le formulaire de déclaration **S1 C** dûment et correctement complété et accompagné des annexes et

krijgen van het voorval dat de vordering doet ontstaan. In geval van overmacht om binnen deze termijn op te treden, wordt ze geschorst. Bij ontstentenis van enige aanvraag binnen de voormelde termijn wordt het voordeel gestort in de vrije reserve. In geval het aanvullend pensioen niet kan worden uitbetaald binnen de voormelde termijn om redenen die vreemd zijn aan SEFOPLUS OFP, de Inrichter en de v.z.w. SEFOCAM, wordt dit gestort in de vrije reserve.

Afdeling 2. - Uitbetaling bij stopzetting van elke vorm van toegelaten arbeid in de sector in aanvulling op het pensioen

Art. 10

§ 1 Deze procedure is, conform de overgangsmaatregel voorzien in artikel 63/6 van de W.A.P., enkel nog van toepassing op de aangeslotene die vóór 2016 met (vervroegd) wettelijk rustpensioen ging en sedertdien ononderbroken arbeidsprestaties weet te leveren bij een werkgever zoals bepaald in artikel 2.7.. Deze toegelaten arbeidsprestaties in aanvulling op het (vervroegd) wettelijk rustpensioen moeten een aanvang kennen van vóór 2016. Het aanvullend pensioen wordt in dit geval pas uitbetaald op het moment van stopzetting van deze toegelaten arbeid.

§ 2 Vanaf het ogenblik dat de stopzetting van toegelaten arbeid wordt vastgesteld via de DMFA stromen ontvangt de aangeslotene van SEFOPLUS OFP, via de v.z.w. SEFOCAM, een schrijven waarin het bedrag van zijn thans verworven reserves binnen het sociaal sectoraal pensioenstelsel worden meegedeeld en de te vervullen formaliteiten in het kader van de uitbetaling van het aanvullend pensioen.

§ 3 Het kapitaal bij de stopzetting van de toegelaten arbeid zoals hiervoor gemeld is gelijk aan het bedrag op de individuele rekening van de aangeslotene bij SEFOPLUS OFP op dat moment. Desgevallend wordt dit bedrag verhoogd ter waarborging van de minimum rendementsgarantie, conform artikel 24 van de W.A.P..

§ 4 Om tot de uitbetaling van het aanvullend pensioen over te gaan dient de aangeslotene het aanmeldingsformulier **S1 C** volledig en correct ingevuld over te maken aan de v.z.w. SEFOCAM, alsook de daarin

attestations ou justificatifs qui y sont mentionnés.

N'affilié

§ 5 Si nécessaire le droit de demander la pension complémentaire s'éteint, conformément à l'article 55 de la L.P.C., après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle le bénéficiaire prend connaissance ou aurait raisonnablement dû être informé de l'existence de la pension complémentaire, de sa qualité de bénéficiaire et de l'incident qui donne lieu à la réclamation. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai, celui-ci sera suspendu. Faute de demande de pension dans le délai précité, l'avantage est versé dans la réserve libre. Dans le cas où la pension complémentaire ne peut pas être payée dans le délai précité pour des raisons étrangères à SEFOPLUS OFP, à l'Organisateur ou à l'a.s.b.l. SEFOCAM, elle est versée dans la réserve libre.

Section 3. - Paiement en cas de chômage avec complément d'entreprise

Art. 11

§ 1 Si un affilié est mis au chômage avec complément d'entreprise, il peut encore (le cas échéant, à l'issue de la période couverte par l'indemnité compensatoire de licenciement), demander sa pension complémentaire de manière anticipée (à savoir avant d'avoir atteint l'âge légal de la pension) s'il respecte les mesures transitoires prévues à l'article 63/3 de la L.P.C. ou à l'article 63/2 de la L.P.C., comme décrit à l'article 2.15 du présent règlement de pension :

- dès l'âge de 60 ans :

- si son contrat de travail a été résilié au plus tôt à l'âge de 55 ans en vue d'entrer dans le régime de chômage avec complément d'entreprise (RCC) dans le cadre d'un plan de restructuration établi et communiqué aux ministres régional et fédéral de l'Emploi avant le 1er octobre 2015 ; où
- s'il est né avant le 1er janvier 1959 ;

- dès l'âge de 61 ans s'il est né avant le 1er janvier 1960 ;

vermelde bijlagen en attesteren of bewijsstukken.

§ 5 Desgevallend vervalt het recht tot opvragen van het aanvullend pensioen, conform artikel 55 van de W.A.P., na 5 jaar voor vorderingen die voortvloeien uit of verband houden met het aanvullend pensioen of het beheer ervan. De termijn van 5 jaar begint te lopen de dag nadat de aangeslotene kennis krijgt of redelijkerwijze kennis had moeten krijgen van het voorval dat de vordering doet ontstaan. In geval van overmacht om binnen deze termijn op te treden, wordt ze geschorst. Bij ontstentenis van enige aanvraag binnen de voormelde termijn wordt het voordeel gestort in de vrije reserve. In geval het aanvullend pensioen niet kan worden uitbetaald binnen de voormelde termijn om redenen die vreemd zijn aan SEFOPLUS OFP, de Inrichter en SEFOCAM vzw wordt dit gestort in de vrije reserve.

Afdeling 3. - Uitbetaling bij werkloosheid met bedrijfstoeslag

Art. 11

§ 1 Indien de aangeslotene op werkloosheid met bedrijfstoeslag wordt gesteld, kan hij (in voorkomend geval na verloop van de periode gedekt door de ontslagcompensatievergoeding) zijn aanvullend pensioen nog vervroegd opvragen (namelijk voor het bereiken van de wettelijke pensioenleeftijd) indien hij voldoet aan de overgangsmaatregelen voorzien in artikel 63/3 van de W.A.P. of artikel 63/2 van de W.A.P., zoals omschreven in artikel 2.15 van dit pensioenreglement:

- vanaf de leeftijd van 60 jaar:

- indien zijn arbeidsovereenkomst ten vroegste op de leeftijd van 55 jaar werd beëindigd met het oog op de aanvang van de werkloosheid met bedrijfstoeslag (SWT) in het kader van een herstructureringsplan opgemaakt en gecommuniceerd aan de regionale en federale minister van werk vóór 1 oktober 2015; of
- indien hij geboren is vóór 1 januari 1959;

- vanaf de leeftijd van 61 jaar indien hij geboren is vóór 1 januari 1960;

- dès l'âge de 62 ans s'il est né avant le 1er janvier 1961 ;
- dès l'âge de 63 ans s'il est né avant le 1er janvier 1962.

§ 2 Si l'affilié mis au chômage avec complément d'entreprise ne demande pas sa pension complémentaire de manière anticipée conformément au § 1 ci-dessus, sa pension complémentaire est payée au moment de la prise effective de sa pension légale après que SEFOPLUS OFP a été informé en vertu de Sigedis.

§ 3 Le capital lors de la prise anticipée conformément au § 1 de cet article est égal au montant figurant sur le compte individuel de l'affilié auprès de SEFOPLUS OFP à ce moment. Le cas échéant, ce montant est revu à la hausse afin de garantir le rendement minimum, conformément à l'article 24 de la L.P.C..

§ 4 Mensuellement, l'Organisateur informe SEFOPLUS OFP (par l'intermédiaire de l.a.s.b.l. SEFOCAM) de l'existence des nouveaux dossiers chômage avec complément d'entreprise dans son secteur. SEFOPLUS OFP (par l'intermédiaire de l.a.s.b.l. SEFOCAM) rédige, le cas échéant, un courrier aux affiliés concernés mentionnant la possibilité de réclamer la pension complémentaire dans le cadre du chômage avec complément d'entreprise.

§ 5 Pour bénéficier du paiement de la pension complémentaire dans le cadre du chômage avec complément d'entreprise, l'affilié doit envoyer à l.a.s.b.l. SEFOCAM le formulaire de déclaration **S2** dûment et correctement complété et accompagné des annexes et attestations ou justificatifs qui y sont mentionnés.

§ 6 Si nécessaire le droit de demander la pension complémentaire s'éteint, conformément à l'article 55 de la L.P.C., après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle le bénéficiaire prend connaissance ou aurait raisonnablement dû être informé de l'existence de la pension complémentaire, de sa qualité de bénéficiaire et de l'incident qui donne lieu à la réclamation. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai,

l'affilié

- vanaf de leeftijd van 62 jaar indien hij geboren is vóór 1 januari 1961;
- vanaf de leeftijd van 63 jaar indien hij geboren is vóór 1 januari 1962.

§ 2 Indien de aangeslotene dewelke op werkloosheid met bedrijfstoeslag werd gesteld, zijn aanvullend pensioen niet vervroegd opvraagt volgens bovengaande § 1, dan wordt zijn aanvullend pensioen uitbetaald op het moment van de effectieve opname van zijn wettelijk pensioen nadat SEFOPLUS OFP hiervan in kennis werd gesteld via Sigedis.

§ 3 Het kapitaal bij de vervroegde opname conform § 1 van dit artikel is gelijk aan het bedrag op de individuele rekening van de aangeslotene bij SEFOPLUS OFP op dat moment. Desgevallend wordt dit bedrag verhoogd ter waarborging van de minimum rendementsgarantie, conform artikel 24 van de W.A.P..

§ 4 De Inrichter informeert maandelijks SEFOPLUS OFP (via de v.z.w. SEFOCAM) over de nieuwe dossiers werkloosheid met bedrijfstoeslag in haar sector. SEFOPLUS OFP (via de v.z.w. SEFOCAM) schrijft desgevallend de betrokken aangeslotenen aan met vermelding van de mogelijkheid tot opvraging van het aanvullend pensioen in het kader van de werkloosheid met bedrijfstoeslag.

§ 5 Om de uitbetaling van het aanvullend pensioen te genieten in het kader van werkloosheid met bedrijfstoeslag dient de aangeslotene het aanmeldingsformulier **S2** volledig en correct ingevuld over te maken aan de v.z.w. SEFOCAM, alsook de daarin vermelde bijlagen en attesten of bewijsstukken.

§ 6 Desgevallend vervalt het recht tot opvragen van het aanvullend pensioen, conform artikel 55 van de W.A.P., na 5 jaar voor vorderingen die voortvloeien uit of verband houden met het aanvullend pensioen of het beheer ervan. De termijn van 5 jaar begint te lopen de dag nadat de aangeslotene kennis krijgt of redelijkerwijze kennis had moeten krijgen van het voorval dat de vordering doet ontstaan. In geval van overmacht om binnen deze termijn op te treden, wordt ze geschorst. Bij ontstentenis van enige aanvraag binnen de voormelde termijn wordt

celui-ci sera suspendu. Faute de demande de pension dans le délai précité, l'avantage est versé dans la réserve libre. Dans le cas où la pension complémentaire ne peut pas être payée dans le délai précité pour des raisons étrangères à SEFOPLUS OFP, à l'Organisateur ou à l'a.s.b.l. SEFOCAM, l'avantage est versé dans la réserve libre.

Section 4. - Prestation en cas de décès

Art. 12

§ 1 Si l'affilié décède et qu'il n'a pas encore reçu sa pension complémentaire ou une partie de celle-ci, une prestation en cas de décès est octroyée, correspondant aux réserves acquises de l'affilié au moment du décès. Celle-ci est octroyée à son (ses) bénéficiaire(s) suivant l'ordre défini ci-dessous :

1. au profit d'une ou des personnes physiques que l'affilié a fait connaître par voie de lettre recommandée à SEFOPLUS OFP par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. SEFOCAM. Cette lettre recommandée sert de preuve de cette désignation, tant pour SEFOPLUS OFP que pour l'affilié. A tout moment, l'affilié peut révoquer cette désignation au moyen d'une nouvelle lettre recommandée.
2. à défaut, au profit de son/sa conjoint(e) à condition que les intéressés :
 - ne soient pas divorcés (ou en instance de divorce) ;
 - ne soient pas judiciairement séparés de corps (ou en instance judiciaire de séparation de corps).
3. à défaut, au profit de son partenaire cohabitant légal (au sens des articles 1475 à 1479 du Code Civil) ;
4. à défaut, au profit de son/ses enfants ou de leurs ayants droit, par subrogation, en parts égales ;
5. à défaut, au profit de ses parents, en parts égales ;
6. à défaut des bénéficiaires susmentionnés, les réserves acquises ne

het voordeel gestort in de vrije reserve. In geval het aanvullend pensioen niet kan worden uitbetaald binnen de voormelde termijn om redenen die vreemd zijn aan SEFOPLUS OFP, de Inrichter en de v.z.w. SEFOCAM, wordt het voordeel gestort in de vrije reserve.

Afdeling 4.- Prestatie bij overlijden

Art. 12

§ 1 Indien de aangeslotene overlijdt en mocht het aanvullend pensioen nog niet of onvolledig zijn uitgekeerd, wordt een prestatie bij overlijden uitgekeerd gelijk aan de verworven reserves van de aangeslotene op het moment van overlijden. Deze wordt uitgekeerd aan zijn begunstigde(n), volgens onderstaande volgorde:

1. ten bate van (een) natuurlijke persoon(en) die door de aangeslotene door middel van een aangetekend schrijven kenbaar werd gemaakt aan SEFOPLUS OFP, via de v.z.w. SEFOCAM. Het bewuste aangetekend schrijven dient zowel voor SEFOPLUS OFP als voor de aangeslotene als bewijs van de aanduiding. De aangeslotene kan te allen tijde deze aanduiding herroepen door middel van een nieuw aangetekend schrijven.
2. bij ontstentenis, ten bate van zijn echtgenoot(e) op voorwaarde dat de betrokkenen:
 - niet uit de echt gescheiden zijn (alsook niet in aanleg tot echtscheiding);
 - niet gerechtelijk gescheiden van tafel en bed (alsook niet in aanleg tot gerechtelijke scheiding van tafel en bed).
3. bij ontstentenis, ten bate van de wettelijk samenwonende partner (in de zin van artikels 1475 tot 1479 van het Burgerlijk Wetboek);
4. bij ontstentenis, ten bate van zijn kinderen of van hun rechtverkrijgenden, bij plaatsvervulling, voor gelijke delen;
5. bij ontstentenis, ten bate van zijn ouders, voor gelijke delen;
6. bij ontstentenis van de hiervoor vermelde begunstigden worden de verworven

sont pas octroyées, mais elles sont versées dans la réserve libre.

§ 2 Quand le décès de l'affilié est dû au fait intentionnel de le bénéficiaire, le bénéficiaire ne peut pas prétendre la prestation en cas de décès. Dans ce cas, la prestation en cas de décès sera payé aux autres bénéficiaires de même niveau ou au/aux bénéficiaire(s) du prochain niveau.

§ 3 Dans tous les cas, SEFOPLUS OFP ne paiera la prestation en cas de décès qu'une seule fois. SEFOPLUS OFP, l'Organisateur ou l.a.s.b.l. SEFOCAM ne peuvent jamais être tenu responsable des conséquences fiscales, civiles, patrimoniales, ou autres conséquences de l'ordre de bénéficiaires.

§ 4 Conformément à l'article 55 de la L.P.C., le droit de demander cette prestation en cas de décès s'éteint après 5 ans pour les réclamations résultant de ou relatifs à la pension complémentaire ou la gestion de celle-ci. Le délai de 5 ans commence à courir le jour suivant la date à laquelle l'affilié prend connaissance ou aurait raisonnablement dû avoir connaissance de l'événement qui donne ouverture à l'action. En cas de force majeure empêchant d'agir dans le délai, celui-ci sera suspendu. Faute d'une quelconque demande dans le délai précité, cet avantage est versé dans la réserve libre.

Le bénéficiaire

L'a(veuf)é ou la veuve n'a pas été informé de l'existence de la pension complémentaire, du sa qualité de bénéficiaire et de l'incident qui donne lieu à la réclamation.

§ 5 Après avoir été informé de la date de décès, SEFOPLUS OFP adressera un courrier par l'intermédiaire de l.a.s.b.l. SEFOCAM au domicile de l'affilié décédé appelant le/les bénéficiaire(s) à remplir les formalités nécessaires en vue du paiement de cette prestation en cas de décès, correspondant aux réserves acquises.

§ 6 Pour recevoir la prestation en cas de décès, le veuf ou la veuve ou le partenaire cohabitant légal doit envoyer à l.a.s.b.l. SEFOCAM le formulaire de déclaration **S3 A** dûment et correctement complété et accompagné des annexes et attestations ou justificatifs qui y sont mentionnés:

§ 7 Pour pouvoir recevoir la prestation en cas de décès, le(les) bénéficiaire(s) – autre que le veuf, la veuve ou le partenaire cohabitant légal – doit(ven)t envoyer à l.a.s.b.l.

reserves niet uitgekeerd, maar worden deze gestort in de vrije reserve.

§ 2 Wanneer het overlijden van de aangeslotene het gevolg zou zijn van opzettelijke doding vanwege de begunstigde, kan de begunstigde geen aanspraak maken op een prestatie bij overlijden. In dat geval hebben eventuele andere begunstigden van hetzelfde niveau of de eerstvolgende begunstigde wel recht op een prestatie bij overlijden.

§ 3 SEFOPLUS OFP zal in ieder geval de prestatie bij overlijden maar éénmaal uitbetalen. SEFOPLUS OFP, de inrichter of de v.z.w. SEFOCAM kunnen nooit aansprakelijk gesteld worden voor eventuele fiscale, burgerrechtelijke, huwelijksvermogensrechtelijke of andere gevolgen van de begunstigingsvolgorde.

§ 4 Het recht tot opvragen van deze prestatie bij overlijden vervalt, conform artikel 55 van de W.A.P., na 5 jaar voor vorderingen die voortvloeien uit of verband houden met het aanvullend pensioen of het beheer ervan. De termijn van 5 jaar begint te lopen de dag nadat de begunstigde kennis krijgt of redelijkerwijze kennis had moeten krijgen van het bestaan van de prestatie bij overlijden, zijn hoedanigheid van begunstigde en het voorval dat de vordering doet ontstaan. In geval van overmacht om binnen deze termijn op te treden, wordt ze geschorst. Bij ontstentenis van enige aanvraag binnen de voormelde termijn wordt dit voordeel gestort in de vrije reserve.

§ 5 SEFOPLUS OFP zal, nadat het op de hoogte is van een overlijdensdatum, via de v.z.w. SEFOCAM een schrijven richten op het domicilie van de overleden aangeslotene waarbij hij de begunstigde(n) oproept tot het vervullen van de nodige formaliteiten met het oog op de uitbetaling van deze prestatie bij overlijden, gelijk aan de verworven reserves.

§ 6 Om de prestatie bij overlijden te kunnen ontvangen dient de weduw(e)naar of de wettelijk samenwonende partner het aanmeldingsformulier **S3 A** volledig en correct ingevuld over te maken aan de v.z.w. SEFOCAM, alsook de daarin vermelde bijlagen en attesten of bewijsstukken.

§ 7 Om de prestatie bij overlijden te kunnen ontvangen dient/dienen de begunstigde(n) – andere dan de weduw(e) (naar) of de wettelijk samenwonende partner – het

SEFOCAM le formulaire de déclaration **S3 B** dûment et correctement complété et accompagné des annexes et attestations ou justificatifs qui y sont mentionnés:

CHAPITRE IX. - Modalités de paiement

Art. 13

§ 1 Afin que SEFOPLUS OFP puisse effectivement procéder au paiement de la pension complémentaire ou de la prestation en cas de décès, il doit disposer des données salariales concernant toute la durée d'affiliation au régime de pension sectoriel.

§ 2 L'affilié ou le bénéficiaire recevra un acompte dans les 5 jours ouvrables après que SEFOPLUS OFP aura reçu (par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. SEFOCAM) les documents nécessaires et les modalités de choix, comme décrit respectivement à aux articles 9 à 12 et aux articles 14 à 15, qui ne soit pas antérieure à la date de retraite, sur base des données salariales disponibles au moment de la demande.

§ 3 Le solde éventuel – avec un minimum de 15 EUR - de la pension complémentaire ou de la prestation en cas de décès sera payé au plus tard au cours du mois de septembre de l'année qui suit à la date à laquelle la demande a été effectuée.

CHAPITRE X. - Forme de paiement

Art. 14

L'affilié ou le cas échéant son/ses bénéficiaire(s) peu(ven)t choisir entre :

1. soit un paiement unique en capital ,
2. soit une conversion en rente viagère annuelle.

Art. 15

§ 1 Une conversion n'est toutefois pas possible lorsque le montant annuel de la rente de départ ne dépasse pas 500 EUR bruts. Ce montant est indexé suivant les dispositions de la loi du 2 août 1971, instaurant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, cotisations et subventions à charge du trésor public, de certaines

aanmeldingsformulier **S3 B** volledig en correct ingevuld over te maken aan de v.z.w. SEFOCAM, alsook de daarin vermelde bijlagen en attesten of bewijsstukken.

HOOFDSTUK IX. - Modaliteiten van de uitbetaling

Art. 13

§ 1 Opdat SEFOPLUS OFP tot de effectieve betaling van het aanvullend pensioen of de prestatie bij overlijden kan overgaan, dient ze te beschikken over de loongegevens van de ganse aansluitingsduur bij het sectoraal pensioenstelsel.

§ 2 De aangeslotene, respectievelijk de begunstigde, zal een voorschot ontvangen binnen de 5 werkdagen nadat SEFOPLUS OFP, via v.z.w. SEFOCAM, de nodige stukken en de keuze-modaliteit van opname, zoals bepaald in respectievelijk artikels 9 tot en met 12 en artikels 14 tot en met 15, heeft ontvangen, zij het niet vroeger dan de datum van pensionering, en dit op basis van de beschikbare loongegevens op het ogenblik van de aanvraag.

§ 3 Het eventueel resterende saldo - met een minimum van 15 EUR - van het aanvullend pensioen of de prestatie bij overlijden zal ten laatste uitbetaald worden in de maand september van het jaar volgend op de datum waarop de aanmelding gebeurde.

HOOFDSTUK X. - Uitbetalingsvorm

Art. 14

De aangeslotene of in voorkomend geval diens begunstigde(n) kan/ kunnen kiezen voor:

1. hetzij een éénmalige uitbetaling in kapitaal,
2. hetzij een omzetting in een jaarlijks levenslange rente.

Art. 15

§ 1 Een omvorming is echter niet mogelijk wanneer het jaarlijks bedrag van de rente bij de aanvang ervan niet meer bedraagt dan 500 EUR bruto. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971, houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, bijdragen en tegemoetkomingen ten laste van de

prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 2 Le droit à la conversion du capital en rente est, en tenant compte de § 1 de cette article, repris dans le courrier que l'affilié ou, le cas échéant, son/ses ayant(s) droit reçoi(ven)t en cas de précédés par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. Sefocam, comme mentionné au Chapitre VIII.

§ 3 Si l'affilié n'a pas notifié de demande en ce sens à SEFOPLUS OFP dans le mois à partir de la notification susmentionnée, il est censé avoir opté pour le paiement du capital unique. Le/les bénéficiaire(s) de la prestation en cas de décès indiqueront, le cas échéant, leur choix pour un paiement en rente sur la demande de paiement de l'avantage, à défaut de quoi il(s) sera (seront) censé(s) avoir opté pour le paiement du capital unique.

CHAPITRE XI. - Cotisations

Art. 16

§ 1 Tous les frais nécessaires à la garantie des avantages décrits à l'article 7 ci-dessus sont entièrement à charge de l'Organisateur. Cette cotisation nette s'élève par affilié actif à 1,92 pour cent de la rémunération annuelle brute de celui-ci.

§ 2 Cette cotisation est fixée en vertu de l'article 5 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

§ 3 Au moins mensuellement, l'Organisateur versera la cotisation nette à SEFOPLUS OFP.

§ 4 Les frais de gestion de 4,5 pour cent redevables en application de l'article 5, § 3 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social, seront payés par l'Organisateur en même temps que la cotisation redevable visée à l'article 16, § 1.

openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, evenals de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijsen worden gekoppeld.

§ 2 Het recht op omvorming van kapitaal naar rente wordt, rekening houdend met § 1 van dit artikel, opgenomen binnen het schrijven dat de aangeslotene of in voorkomend geval diens begunstigde(n) bij vooroverlijden ontvangen via de v.z.w. Sefocam zoals vermeld onder Hoofdstuk VIII.

§ 3 Indien binnen de maand te rekenen vanaf de hiervoor vermelde kennisgeving, geen aanvraag in deze zin door de aangeslotene aan SEFOPLUS OFP wordt betekend, wordt verondersteld dat hij geopteerd heeft voor de éénmalige kapitaalsuitkering. De begunstigde(n) van de prestatie bij overlijden zullen, in voorkomend geval, hun keuze voor een rente uitkering kenbaar maken op de aanvraag tot uitbetaling van het voordeel, zoniet wordt (worden) hij/zij geacht te hebben geopteerd voor de éénmalige kapitaaluitkering.

HOOFDSTUK XI. - Bijdragen

Art. 16

§ 1 Alle vereiste uitgaven tot het waarborgen van de voordelen vermeld in artikel 7 hiervoor vallen geheel ten laste van de Inrichter. Deze netto bijdrage bedraagt per actieve aangeslotene 1,92 procent van diens bruto jaarbezoldiging.

§ 2 Deze bijdrage wordt bepaald door artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

§ 3 De Inrichter zal de netto bijdrage minstens maandelijks aan SEFOPLUS OFP storten.

§ 4 De beheerkost van 4,5 procent verschuldigd in uitvoering van artikel 5 § 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, wordt betaald door de Inrichter samen met de verschuldigde bijdrage weergegeven in artikel 16, § 1.

§ 5 La cotisation O.N.S.S. spéciale de 8,86 pour cent redevable sur la cotisation nette de 1,92 pour cent visée à l'article 5, § 4 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social conclue en Sous-commission paritaire pour le commerce du métal, sera atteinte auprès de l'Office National de Sécurité Sociale en augmentant la Cotisation de 0,17 pour cent et sera déduite par l'O.N.S.S. à la source. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de déclarer séparément la cotisation spéciale de 8,86 pour cent puisque la déclaration se fera sous le code cotisation 825 Type 'O' pour la Cotisation de 2,27 pour cent.

§ 5 De bijzondere R.S.Z.-bijdrage van 8,86 procent verschuldigd op de netto bijdrage van 1,92 procent weergegeven in artikel 5, § 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, afgesloten in het Paritair Sub-comité voor de metaalhandel, wordt voldaan ten aanzien van de Rijksdienst voor de Sociale Zekerheid bij wijze van verhoging van de bijdrage met 0,17 procent en wordt door de R.S.Z. afgehouden aan de bron. Bijgevolg dient de bijzondere bijdrage van 8,86 procent niet apart te worden aangegeven daar de globale bijdrage van 2,27 procent aangegeven moet worden onder bijdragecode 825 type 'O'.

CHAPITRE XII. - Réserves acquises et prestations acquises

Art. 17

§ 1 Conformément à l'article 17 de la L.P.C., un affilié peut, à partir du 1 janvier 2019, prétendre immédiatement aux réserves acquises et aux prestations dès son affiliation.

§ 2 Si sur base d'une (d')affiliation(s) antérieure(s) auprès de ce régime de pension sectoriel social et auprès du :

- régime de pension sectoriel social de la Commission paritaire pour les entreprises de garage (C.P. 112);
- régime de pension sectoriel social de la Sous-commission paritaire pour la carrosserie (S.C.P. 149.02);
- régime de pension sectoriel social de la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux (S.C.P. 142.01);
- régime de pension sectoriel social de la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux (S.C.P. 149.03)

l'affilié avait à la date du 31 décembre 2018 des droits latents conformément aux dispositions des conventions collectives de travail antérieures parce qu'il n'était pas encore question d'un délai d'affiliation total (interrompu ou non) de 12 mois au minimum, ces droits latents seront

HOOFDSTUK XII. - Verworven reserves en verworven prestaties

Art. 17

§ 1 Met ingang van 1 januari 2019 maakt een aangeslotene, overeenkomstig artikel 17 van de W.A.P., onmiddellijk vanaf het moment van aansluiting aanspraak op verworven reserves en prestaties.

§ 2 Indien de aangeslotene op basis van vorige aansluiting(en) bij dit sociaal sectoraal pensioenstelsel, en bij :

- het sociaal sectoraal pensioenstelsel van het Paritair Comité voor het garagebedrijf (P.C. 112);
- het sociaal sectoraal pensioenstelsel van het Paritair Subcomité voor het koetswerk (P.S.C. 149.02);
- het sociaal sectoraal pensioenstelsel van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen (P.S.C. 142.01);
- het sociaal sectoraal pensioenstelsel van het Paritair Subcomité voor de edele metalen (P.S.C. 149.03);

per 31 december 2018 latente rechten had overeenkomstig de bepalingen van de voorgaande collectieve arbeidsovereenkomsten omdat er nog geen sprake was van een totale (al dan niet onderbroken) aansluitingstermijn van minimaal 12 maanden, dan zullen deze op datum van de

immédiatement acquis à la date de réaffiliation à ce régime de pension sectoriel social et inscrits sur son compte individuel.

§ 3 Si, à la suite de sa sortie, l'affilié dispose de ses réserves acquises dans le cadre du présent régime de pension sectoriel, (transfert à un autre organisme de pension conformément à l'article 32 § 1 de la L.P.C.) l'Organisateur est alors tenu de régler les déficits par rapport à la garantie de rendement minimum comme visé à l'art. 24 de la L.P.C..

herintreding in dit sociaal sectoraal pensioenstelsel onmiddellijk verworven zijn en op zijn individuele rekening worden ingeschreven.

§ 3 Indien de aangeslotene naar aanleiding van de uittreding beschikt over zijn verworven reserves in het kader van dit sectoraal pensioenstelsel (overdracht naar een andere pensioeninstelling overeenkomstig artikel 32 § 1 van de W.A.P.) is de Inrichter er op dit tijdstip toe gehouden om de tekorten ten aanzien van de minimum rendementsgarantie zoals bedoeld in art. 24 van de W.A.P. aan te zuiveren.

CHAPITRE XIII. - Procédure en cas de sortie

Art. 18

§ 1 En cas de sortie d'un affilié, l'Organisateur, par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. SEFOCAM, en informe SEFOPLUS OFP de façon électronique. Cette communication se fera au minimum deux fois par an. L'affilié sortant pour qui les réserves acquis sont moins de 150 euro conformément l'article 31 § 1 de la L.P.C. et § 4 de cette article, ne va pas recevoir cette notification.

§ 2 Au plus tard 30 jours après cette notification, SEFOPLUS OFP , par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. SEFOCAM, communiquera par écrit à l'affilié sortant concernée le montant des réserves et prestations acquises, le maintien de la couverture décès et le type de couverture ainsi que les options possibles énumérées ci-dessous.

§ 3 L'affilié sortant dispose à son tour d'un délai de 30 jours (à compter de la notification par SEFOPLUS OFP) pour indiquer son choix parmi les options mentionnées ci-dessous en matière d'utilisation de ses réserves de pension acquises, éventuellement complétées jusqu'aux minima garantis en exécution de l'article 24 de la L.P.C. :

1. transférer les réserves acquises à l'organisme de pension :

- soit du nouvel employeur avec lequel il a signé un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de cet employeur ;

HOOFDSTUK XIII. - Procedure ingeval van uittreding

Art. 18

§ 1 Ingeval van uittreding van een aangeslotene, stelt de Inrichter SEFOPLUS OFP, via de v.z.w. SEFOCAM, hiervan elektronisch in kennis. Deze kennisgeving zal minimaal twee maal per jaar gebeuren. De uittredende aangeslotene wiens verworven reserve echter lager zijn dan 150 euro overeenkomstig artikel 31 § 1 van de W.A.P. en § 4 van dit artikel zal deze kennisgeving niet ontvangen.

§ 2 SEFOPLUS OFP zal, via de v.z.w. SEFOCAM uiterlijk binnen de 30 dagen na deze kennisgeving het bedrag van de verworven reserves en prestaties, het behoud van de overlijdensdekking en het type ervan en de hierna opgesomde keuzemogelijkheden schriftelijk mededelen aan de uittredende aangeslotene.

§ 3 De uittredende aangeslotene heeft op zijn beurt 30 dagen de tijd (te rekenen vanaf de kennisgeving door SEFOPLUS OFP) om zijn keuze te bepalen uit de hierna volgende mogelijkheden betreffende de aanwending van diens verworven reserves, desgevallend aangevuld tot de minimumbedragen gewaarborgd in toepassing van artikel 24 van de W.A.P.:

1. de verworven reserves overdragen naar de pensioeninstelling van:

- ofwel de nieuwe werkgever met wie hij een arbeidsovereenkomst gesloten heeft, zo hij aangesloten wordt bij de pensioentoezegging van die werkgever;

- soit du nouvel organisateur d'un régime de pension sectoriel auquel ressortit l'employeur avec qui il a signé un contrat de travail, s'il est affilié à l'engagement de pension de cet Organisateur ;
2. transférer les réserves acquises à un organisme de pension qui répartit le bénéfice total entre les affiliés, proportionnellement à leurs réserves et limite les frais suivant les règles définies par le Roi ;
 3. laisser les réserves acquises à l'organisme de pension et maintenir l'engagement de pension sans modification (bien entendu sans autre paiement de prime) avec maintien de la couverture décès égale aux réserves acquises ;
- § 4 L'affilié sortant n'a pas le choix de § 3 de cette article quand le montant des réserves acquises à la date de sortie est inférieur ou égale à 150 euro conformément l'article 32 § 1 de la L.P.C. Ce montant est indexé suivant les dispositions de la loi du 2 août 1971, instaurant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, cotisations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants. Le montant des réserves acquises reste auprès SEFOPLUS OFP sans modifications de l'engagement de pension,
- § 5 Lorsque l'affilié laisse expirer le délai précité de 30 jours, il est censé avoir opté pour la possibilité visée à l'article 18, § 3, 3. À l'expiration de ce délai, l'affilié peut toutefois solliciter en tout temps le transfert de ses réserves à un organisme de pension tel que décrit à l'article 18, § 3, 1. ou 2. ci-dessus.
- § 6 SEFOPLUS OFP veillera à ce que le choix fait par l'affilié soit mis en œuvre dans les 30 jours suivants. La réserve acquise à
- ofwel de nieuwe inrichter van een sectoraal pensioenstelsel waaronder de werkgever ressorteert met wie hij een arbeidsovereenkomst gesloten heeft, zo hij aangesloten wordt bij de pensioentoezegging van die Inrichter;
2. de verworven reserves overdragen naar een pensioeninstelling die de totale winst onder de aangeslotenen in verhouding tot hun reserves verdeelt en de kosten beperkt volgens de regels vastgesteld door de Koning;
 3. de verworven reserves bij de pensioeninstelling laten en behouden zonder wijziging van de pensioentoezegging, (vanzelfsprekend zonder verdere premiebetaling) en met behoud van de overlijdensdekking gelijk aan de verworven reserves;
- § 4 De uittredende aangeslotene beschikt niet over de keuzes vermeld in § 3 van dit artikel indien de verworven reserves op het moment van uittreding minder bedragen dan 150 euro overeenkomstig artikel 32 § 1 van de WAP. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971, houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, bijdragen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijs worden gekoppeld. Het bedrag van de verworven reserves blijft bij SEFOPLUS OFP zonder wijziging van de pensioentoezegging.
- § 5 Wanneer de aangeslotene de voormelde termijn van 30 dagen laat verstrijken, wordt hij verondersteld te hebben gekozen voor de mogelijkheid bedoeld in artikel 18, § 3, 3. Na het verstrijken van deze termijn kan de aangeslotene evenwel ten alle tijde vragen om zijn reserves over te dragen naar een pensioeninstelling bedoeld in artikel 18, § 3, 1. of 2. hiervoor.
- § 6 SEFOPLUS OFP zal er voor zorgen dat de door de aangeslotene gemaakte keuze binnen de 30 daaropvolgende dagen

transférer du choix visé à l'article 18, § 3 1. et 2. sera actualisée jusqu'à la date du transfert effectif.

uitgevoerd wordt. De over te dragen verworven reserve van de keuze bedoeld in artikel 18, § 3 1. en 2. zal geactualiseerd worden tot op de datum van de effectieve overdracht.

§ 7 Lorsqu'un ancien affilié qui a choisi l'une des options mentionnées sous article 18, § 3, 1. ou 2. se ré-affilie au plan sectoriel, il est considéré comme un nouvel affilié.

§ 7 Wanneer een gewezen aangeslotene heeft geopteerd voor één van de keuzes vermeld onder artikel 18, § 3, 1. of 2. en nadien herintreedt tot het sectorplan wordt hij als een nieuwe aangeslotene beschouwd.

CHAPITRE XIV. - Fin du régime de pension

Art. 19

En cas de cessation du régime de pension ou de liquidation d'un employeur, les affiliés concernés acquièrent les réserves acquises, éventuellement complétées jusqu'aux minima garantis en application de l'article 24 de la L.P.C.

HOOFDSTUK XIV. - Beëindiging van het pensioenstelsel

Art. 19

Ingeval van stopzetting van het pensioenstelsel of bij liquidatie van een werkgever, verwerven de betrokken aangeslotenen de verworven reserves, desgevallend aangevuld tot de minimumbedragen gewaarborgd in toepassing van artikel 24 van de W.A.P.

CHAPITRE XV. - Réserve libre

Art. 20

§ 1 Comme prévu à l'article 2.18, une réserve libre est constituée par patrimoine distinct.

HOOFDSTUK XV. - Vrije reserve

Art. 20

§ 1 Zoals bepaald in artikel 2.18 wordt per afzonderlijk vermogen een vrije reserve ingericht.

§ 2 En cas de cessation du présent régime de pension, l'argent de la réserve libre ne sera en aucun cas ni entièrement ni partiellement remboursé à l'Organisateur. La réserve libre sera par contre répartie entre tous les affiliés proportionnellement à leurs réserves acquises, éventuellement complétées jusqu'aux minima garantis en application de l'article 24 de la L.P.C.

§ 2 Ingeval van stopzetting van dit pensioenstelsel, zullen de gelden van de vrije reserve in geen geval noch volledig noch gedeeltelijk worden teruggestort aan de Inrichter. De vrije reserve zal daarentegen onder alle aangeslotenen worden verdeeld in verhouding met hun verworven reserves, desgevallend aangevuld tot de minimumbedragen gewaarborgd in toepassing van artikel 24 van de W.A.P.

CHAPITRE XVI. - Rapport de transparence**Art. 21**

§ 1 SEFOPLUS OFP établira annuellement un rapport dit « rapport de transparence » sur la gestion de l'engagement de pension et le mettra à la disposition de l'Organisateur qui le communiquera sur simple requête aux affiliés.

§ 2 Le rapport comprend les éléments suivants :

- le mode de financement de l'engagement de pension et les modifications structurelles dans ce financement ;
- la stratégie d'investissement à long et court terme et la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des placements ;
- la structure des frais ;
- le cas échéant, la participation bénéficiaire ;
- les bases techniques de la tarification ainsi que la mesure dans laquelle et la durée pendant laquelle les bases techniques sont garanties ;
- la méthode applicable en cas de modification du taux d'intérêt pour le calcul de la garantie de rendement minimum conformément à l'article 24 de la L.P.C. (à savoir la méthode verticale ou horizontale) ;
- le niveau actuel de financement de la garantie de rendement minimum visée à l'art. 24 de la L.P.C..

CHAPITRE XVII. - Information annuelle aux affiliés : la fiche de pension**Art. 22**

§ 1 Chaque année (en novembre ou décembre le plus tard), SEFOPLUS OFP enverra une fiche de pension à chaque affilié actif à l'exclusion des rentiers et des affiliés qui ont déjà reçu un acompte sur leur pension complémentaire tel que visé à l'article 13, § 2. A ce moment, une fiche de pension est aussi mise à la disposition conformément § 3 de

HOOFDSTUK XVI. - Transparantieverslag**Art. 21**

§ 1 Onder de naam "transparantieverslag" zal SEFOPLUS OFP jaarlijks een verslag opstellen over het beheer van de pensioentoezegging en dit ter beschikking stellen van de Inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de aangeslotenen.

§ 2 Het verslag omvat de volgende elementen:

- de financieringswijze van de pensioentoezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur;
- in voorkomend geval, de winstdeling;
- de technische grondslagen voor de tarivering alsook in welke mate en voor welke duur de technische grondslagen van de tarivering worden gewaarborgd;
- de toepasselijke methode in geval van wijziging van de rentevoet voor de berekening van de minimum rendementsgarantie overeenkomstig artikel 24 W.A.P. (met name verticale of horizontale methode);
- het huidige niveau van financiering van de minimum rendementsgarantie bedoeld in art. 24 W.A.P..

HOOFDSTUK XVII. - Jaarlijkse informatie aan de aangeslotenen: de pensioenfiche**Art. 22**

§ 1 Elk jaar (uiterlijk in november of december) verstuurdt SEFOPLUS OFP een pensioenfiche aan elke actieve aangeslotene met uitzondering van de rentegenieters en de aangeslotenen die reeds een voorschot op hun aanvullend pensioen wisten te ontvangen zoals bedoeld in artikel 13, § 2. Aan elke passieve aangeslotene met verworven reserves wordt

cette article de chaque affilié dormant disposant de réserves acquises.

§ 2 Cette fiche de pension est établie conformément aux dispositions de l'article 26 de la L.P.C..

§ 3 La dernière fiche de pension disponible est aussi mise à la disposition de l'affilié actif et passif en ligne, au site internet de l'a.s.b.l. SEFOCAM, et ceci dans un environnement protégé avec accès par eID.

CHAPITRE XVIII. - Droit de modification

Art. 23

§ 1 Ce règlement de pension est conclu en exécution de l'article 6 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social. Il est dès lors indissociable de la convention collective de travail précitée.

§ 2 Par conséquent, ce règlement de pension ne peut être modifié et/ou annulé que si cette convention collective de travail est également modifiée et/ou annulée.

CHAPITRE XIX. - Non-paiement des cotisations

Art. 24

§ 1 Toutes les cotisations qui sont ou qui seront à acquitter en exécution du présent régime de pension (y compris dans le cadre de la convention de gestion conclue entre SEFOPLUS OFP et l'Organisateur, régissant les règles de gestion et fonctionnement de SEFOPLUS OFP) devront être acquittées mensuellement par l'Organisateur.

§ 2 En cas de non-paiement des cotisations par l'Organisateur, celui-ci sera mis en demeure par SEFOPLUS OFP au moyen d'une lettre recommandée.

§ 3 Cette mise en demeure, sommant l'Organisateur de payer et attirant son attention sur les conséquences du non-paiement, est envoyée au plus tôt 30 jours après l'échéance de la cotisation impayée. Si, pour quelque raison que ce soit, cette mise en demeure n'était pas envoyée à

op hetzelfde moment een pensioenfiche ter beschikking gesteld overeenkomstig § 3.

§ 2 Deze pensioenfiche is opgesteld conform de bepalingen van artikel 26 van de W.A.P..

§ 3 De laatst beschikbare pensioenfiche wordt tevens online ter beschikking gesteld op de website van de v.z.w. SEFOCAM, aan de actieve en de passieve aangeslotenen en dit in een beveiligde omgeving met toegang via eID.

HOOFDSTUK XVIII. - Wijzigingsrecht

Art. 23

§ 1 Dit pensioenreglement wordt afgesloten in uitvoering van artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel. Het is dan ook onlosmakelijk verbonden met de voormelde collectieve arbeids-overeenkomst.

§ 2 Bijgevolg zal dit pensioenreglement worden gewijzigd en/of worden stopgezet indien en in de mate dat ook deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gewijzigd en/of stopgezet.

HOOFDSTUK XIX. - Niet-betaling van de bijdragen

Art. 24

§ 1 Alle bijdragen die in uitvoering van dit pensioenreglement (met inbegrip van de beheersovereenkomst zoals afgesloten tussen SEFOPLUS OFP en de Inrichter ter regeling van de beheers- en werkingsregels van de SEFOPLUS OFP) verschuldigd zijn of zullen worden, dienen door de Inrichter maandelijks te worden voldaan.

§ 2 Bij niet-betaling van de bijdragen door de Inrichter, zal deze door SEFOPLUS OFP d.m.v. een aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden.

§ 3 Deze ingebrekestelling, die de Inrichter aanmaant tot betaling en hem op de gevolgen van de niet-betaling wijst, wordt ten vroegste 30 dagen na de vervaldag van de onbetaalde bijdrage verzonden. Indien, om welke reden ook, deze ingebrekestelling niet zou zijn verzonden aan de Inrichter, dan

l'Organisateur, chaque affilié serait informé du non-paiement au plus tard trois mois après l'échéance des cotisations.

CHAPITRE XX. - La protection et le traitement des données à caractère personnel

Art. 25

§ 1 Toutes les parties impliquées dans le régime de pension sectoriel social ainsi que celles qui sont chargées de la gestion et de l'exploitation s'engagent à respecter la législation sur la protection des données à caractère personnel. Elles ne pourront traiter les données à caractère personnel dont elles ont pris connaissance dans le cadre de la présente convention, que conformément à l'objet de cette convention. Les parties s'engagent à actualiser les données, à les corriger et à supprimer les données fausses ou superflues.

§ 2 Elles prendront les mesures techniques et organisationnelles appropriées qui sont nécessaires pour la protection des données à caractère personnel contre la destruction illicite ou accidentelle, la perte accidentelle, la modification ou l'accès et d'autres traitements non autorisés de ces données personnelles.

§ 3 Les parties mettront en œuvre les moyens nécessaires au respect des engagements pris en vertu de cet article de sorte que soit exclu tout usage pour d'autres buts ou par d'autres personnes que celles qui sont compétentes pour traiter les données à caractère personnel.

CHAPITRE XXI. - Entrée en vigueur

Art. 26

§ 1 Le règlement de pension qui était annexé à la convention collective de travail du 13 décembre 2018 est abrogé à partir du 23.10.2019. Le présent règlement de pension entre en vigueur le 23.10.2019 et est conclu pour une durée indéterminée. Son existence est toutefois liée à celle de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

zal iedere aangeslotene uiterlijk drie maanden na de vervaldag van de bijdragen van de niet-betaling op de hoogte gebracht worden.

HOOFDSTUK XX. - De bescherming en verwerking van persoonsgegevens

Art. 25

§ 1 Alle partijen betrokken bij het sociaal sectoraal pensioenstelsel alsook deze belast met het beheer en de uitvoering ervan verbinden zich ertoe de wetgeving tot bescherming van de persoonsgegevens te eerbiedigen. Zij zullen de persoonsgegevens waarvan zij in kennis gesteld worden in het kader van de huidige overeenkomst slechts mogen verwerken in overeenstemming met het voorwerp van deze overeenkomst. De partijen verbinden zich ertoe om de gegevens bij te werken, te verbeteren, alsook de onjuiste of overbodige gegevens te verwijderen.

§ 2 Zij zullen de gepaste technische en organisatorische maatregelen treffen die nodig zijn voor de bescherming van de persoonsgegevens tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, het toevallig verlies, de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegelaten verwerking van persoonsgegevens.

§ 3 Partijen zullen de nodige middelen aanwenden ter eerbiediging van de onder dit artikel aangegeven verbintenissen derwijs dat ieder gebruik voor andere doeleinden of door andere personen dan deze die bevoegd zijn om de persoonsgegevens te verwerken, uitgesloten is.

HOOFDSTUK XXI. - Aanvang

Art. 26

§ 1 Het pensioenreglement dat als bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2018 was gevoegd, wordt opgeheven vanaf 23.10.2019. Dit pensioenreglement vangt aan op 23.10.2019 en wordt voor onbepaalde duur aangegaan. Het bestaan van dit pensioenreglement is gekoppeld aan het bestaan van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

§ 2 Le présent règlement de pension peut uniquement être modifié par voie de convention collective de travail, en tenant compte des modalités prévues à l'article 13 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

§ 2 Dit pensioenreglement kan enkel gewijzigd worden per sectorale collectieve arbeidsovereenkomst, waarbij rekening moet worden gehouden met de modaliteiten zoals voorzien in artikel 13 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

ANNEXE N°. 2.

A la convention collective de travail
du 23.10.2019

**MODIFICATION ET COORDINATION DU
REGIME DE PENSION
SECTORIEL SOCIAL**

RÈGLEMENT DE SOLIDARITE SECTORIEL

en exécution de l'article 8 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

TABLES DES MATIERES

CHAPITRES

1. Objet
2. Définitions des notions
3. Affiliation
4. Droits et obligations de l'Organisateur
5. Droits et obligations des affiliés
6. Prestations assurées
7. Exécution des prestations assurées
8. Bases techniques
9. Cotisations
10. Fonds de solidarité
11. Comité de surveillance
12. Rapport de transparence
13. Informations destinées aux affiliés
14. Fiscalité
15. Droit de modification
16. Défaut de paiement des cotisations
17. La protection de la vie privée
18. Entrée en vigueur

CHAPITRE I. - Objet

Article 1

BIJLAGE NR. 2.

Bij de collectieve arbeidsovereenkomst
van 23.10.2019

**WIJZIGING EN COORDINATIE VAN HET
SOCIAAL SECTORAAL
PENSIOENSTELSEL**

SECTORAAL SOLIDARITEITSREGLEMENT

ter uitvoering van artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

INHOUDSTAFEL

HOOFDSTUKKEN

1. Voorwerp
2. Begripsomschrijvingen
3. Aansluiting
4. Rechten en plichten van de Inrichter
5. Rechten en plichten van de aangeslotenen
6. Gewaarborgde prestaties
7. Uitvoering van de gewaarborgde prestaties
8. Technische grondslagen
9. Bijdragen
10. Solidariteitsfonds
11. Toezichtcomité
12. Transparantieverslag
13. Informatieverstrekking aan de aangeslotenen
14. Fiscaliteit
15. Wijzigingsrecht
16. Niet-betaling van de bijdragen
17. De bescherming van de persoonlijke levensssfeer
18. Aanvang

HOOFDSTUK I. - Voorwerp

Art.1

- § 1 Le présent règlement de solidarité sectoriel est établi en exécution de l'article 8 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.
- § 2 Ce règlement définit les droits et obligations de l'Organisateur, de l'organisme de solidarité, des employeurs qui relèvent de la Sous-commission Paritaire précitée, des affiliés et de leur(s) bénéficiaire(s). Il fixe outre les conditions d'affiliation ainsi que les règles d'exécution de l'engagement de solidarité.
- § 3 Ce règlement de solidarité vise à adapter le règlement de solidarité annexé à la convention collective de travail du 13 décembre 2018 aux évolutions légales et réglementaires qui se sont produites depuis lors.
- § 4 Conformément à l'article 10, § 1 de la L.P.C. (voir article 2.15 ci-après), l'engagement de solidarité vise également à faire bénéficier le régime de pension sectoriel du statut particulier défini à l'article 176², 4°bis du Code des taxes assimilées au timbre et à l'article 10 de la loi du 26 juillet 1996 visant à promouvoir l'emploi et à préserver la compétitivité. Cet engagement de solidarité fait partie intégrante du régime de pension sectoriel social.
- § 1 Dit sectoraal solidariteitsreglement wordt opgemaakt in uitvoering van artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.
- § 2 Dit reglement bepaalt de rechten en de verplichtingen van de Inrichter, de solidariteitsinstelling, de werkgevers die behoren tot het ressort van het voormalde Paritair Sub-comité, de aangeslotenen en hun begunstigde(n). Tevens worden de aansluitingsvooraarden alsook de regels betreffende de uitvoering van de solidariteitstoezegging vastgelegd.
- § 3 Dit solidariteitsreglement beoogt het solidariteitsreglement dat was opgenomen als bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2018 aan te passen aan de wettelijke en reglementaire evoluties die sindsdien plaatsgrepen.
- § 4 In overeenstemming met artikel 10, § 1 van de W.A.P. (zie hierna artikel 2.15), strekt deze solidariteitstoezegging er mede toe het sectoraal pensioenstelsel te doen genieten van het bijzonder statuut vastgesteld door artikel 176², 4°bis van het wetboek van de met zegel gelijkgestelde taken en door artikel 10 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot vrijwaring van het concurrentievermogen. Deze solidariteitstoezegging maakt een integrerend onderdeel uit van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

CHAPITRE II. - Définitions des notions

Art. 2

1. L'engagement de solidarité

L'engagement des prestations définies par le présent règlement de solidarité, pris par l'Organisateur (voir 2.2. ci-après) en faveur des affiliés (voir 2.7. ci-après) et/ou de leur(s) bénéficiaire(s). L'engagement de solidarité est à considérer comme une couverture complémentaire ou comme un risque accessoire vis-à-vis de l'engagement de pension.

2. L'Organisateur

Conformément à l'article 3, § 1, 5° de la L.P.C. (voir 2.15. ci-après), le Fonds de sécurité d'existence de commerce du métal a été désigné comme Organisateur du régime de

HOOFDSTUK II. - Begripsomschrijvingen

Art. 2

1. De solidariteitstoezegging

De toezegging van de in dit solidariteitsreglement bepaalde prestaties door de Inrichter (zie hierna 2.2.) aan de aangeslotenen (zie hierna 2.7.) en/of hun begunstigde(n). De solidariteitstoezegging dient beschouwd te worden als een aanvullende dekking of een bijkomend risico op de pensioentoezegging.

2. De Inrichter

Conform artikel 3, § 1, 5° van de W.A.P. (zie hierna 2.15.) werd door de representatieve organisaties vertegenwoordigd in het Paritair Sub-comité voor de metaalhandel

pension sectoriel et du présent régime de solidarité par les organisations représentatives représentées au sein de la Sous-commission paritaire pour le commerce de métal 149.04 et ce, via la convention collective de travail du 5 juillet 2002

3. Le comité de surveillance

Le comité créé au sein de l'organisme de solidarité (voir 2.9. ci-après), composé pour moitié de membres représentant le personnel en faveur duquel le présent engagement de solidarité a été instauré, et pour moitié d'employeurs comme mentionné au point 2.5. ci-après.

4. Le rapport de transparence

Le rapport annuel rédigé par l'organisme de solidarité (voir 2.9. ci-après), relatif à sa gestion (partielle) concernant l'engagement de solidarité.

5. Les employeurs

Les employeurs visés à l'article 1 de la convention collective de travail du 5 juillet 2002, ainsi que des conventions collectives de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

6. L'ouvrier

La personne occupée par un employeur comme visé à l'article 2.5., en exécution d'un contrat de travail, à du travail principalement manuel.

7. L'affilié

Le travailleur qui appartient à la catégorie du personnel pour laquelle l'Organisateur a instauré le plan de pension sectoriel et donc le présent engagement de solidarité, et qui remplit les conditions d'affiliation prévues dans le règlement de solidarité. Dans la pratique il s'agit en particulier des ouvriers déclarés sous les codes travailleurs 015, 024 et 027.

8. La sortie

Par « sortie », il faut entendre :

- soit la fin d'un contrat de travail (pour une raison autre que le décès ou la retraite), pour autant qu'elle ne soit pas suivie par

149.04, het Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalhandel aangeduid als Inrichter van het sectoraal pensioenstelsel en van onderhavig solidariteitsstelsel en dit via de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002.

3. Het toezichtcomité

Het comité opgericht binnen de solidariteitsinstelling (zie 2.9. hierna) dat voor de helft is samengesteld uit leden die het personeel vertegenwoordigen aan wie de onderhavige solidariteitstoezegging wordt gedaan en voor de andere helft uit werkgevers zoals bedoeld in 2.5. hierna.

4. Het transparantieverslag

Het jaarlijks verslag opgesteld door de solidariteitsinstelling (zie 2.9. hierna) over het door haar gevoerde (deelaspect) van het beheer van de solidariteitstoezegging.

5. De werkgevers

De werkgevers zoals bedoeld in artikel 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002, alsook van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

6. De arbeider

De persoon die in uitvoering van een arbeidsovereenkomst tot het hoofdzakelijk verrichten van handenarbeid is tewerkgesteld door een werkgever als bedoeld in artikel 2.5.

7. De aangeslotene

De werknemer die behoort tot de categorie van personeel waarvoor de Inrichter het sectoraal pensioenplan en dus onderhavige solidariteitstoezegging heeft ingevoerd en die aan de aansluitingsvooraarden van het solidariteitsreglement voldoet. In de praktijk gaat het meer bepaald om de werkliden aangegeven onder werknemerskengetallen 015, 024 en 027.

8. De uittreding

Onder uittreding moet worden begrepen:

- hetzij de beëindiging van een arbeidsovereenkomst (anders dan door overlijden of pensionering) voor zover

la conclusion d'un contrat de travail avec un autre employeur ressortissant également à la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal ;

- soit la fin de l'affiliation parce que le travailleur ne répond plus aux conditions d'affiliation du régime de pension, sans que cela coïncide avec la fin du contrat de travail pour une autre raison que le décès ou la retraite ;
- soit la fin de l'affiliation parce que l'employeur ou, en cas de changement de contrat de travail, le nouvel employeur ne ressortit plus à la Sous-commission paritaire pour le commerce du métal .

9. L'organisme de solidarité

La personne morale chargée de l'exécution de l'engagement de solidarité. Ce rôle est assumé par la s.a. Belfius Assurances., abrégée s.a. Belins, reconnue par la Banque Nationale de Belgique sous le numéro 37, établie au n° 5 de l'avenue Galilée à 1210 Bruxelles et portant la marque et la dénomination commerciale Sepia.

10. La rémunération annuelle

La rémunération annuelle brute sur laquelle sont prélevées les cotisations de sécurité sociale (donc majorée de 8 pour cent).

11. Le fonds de solidarité

Le fonds collectif instauré auprès de l'organisme de solidarité dans le cadre du présent engagement de solidarité, ainsi que les engagements de solidarité respectivement pris dans le cadre des régimes de pension sectoriels sociaux de la Commission paritaire pour les entreprises de garage (C.P. 112), la Sous-commission paritaire pour la carrosserie (S.C.P. 149.02), la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux (S.C.P. 149.03) et la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux (S.C.P. 142.01). L'organisme de solidarité gère ce fonds séparément de ses autres activités.

12. La date de recalcul

die niet wordt gevolgd door het sluiten van een arbeidsovereenkomst met een andere werkgever die eveneens behoort tot het ressort van het Paritair Sub-comité voor de metaalhandel;

- hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werknemer niet langer de aansluitingsvoorraarden van het pensioenstelsel vervult, zonder dat dit samenvalt met de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, anders dan door overlijden of pensionering;
- hetzij het einde van de aansluiting vanwege het feit dat de werkgever of, ingeval van de overgang van de arbeidsovereenkomst, de nieuwe werkgever niet langer valt onder het ressort van het Paritair Sub-comité voor de metaalhandel.

9. De solidariteitsinstelling

De rechtspersoon belast met de uitvoering van de solidariteitstoezegging, namelijk Belfius Verzekeringen n.v., afgekort Belins n.v., erkend door de Nationale Bank van België onder nummer 37, met maatschappelijke zetel te 1210 Brussel, Galileelaan 5 en met Sepia als merk- en handelsnaam.

10. De jaarbezoldiging

Het jaarlijkse brutoloon waarop de inhoudingen voor de sociale zekerheid worden gedaan (dus verhoogd met 8 procent).

11. Het solidariteitsfonds

Het collectieve fonds dat bij de solidariteitsinstelling in het kader van onderhavige solidariteitstoezegging, alsook van de respectievelijke solidariteits-toezeggingen gedaan in het kader van de sociale sectorale pensioenstelsels van het Paritair Comité voor het garagebedrijf (P.C. 112), het Paritair Subcomité voor het koetswerk (P.S.C. 149.02), het Paritair Subcomité voor de edele metalen (P.S.C. 149.03) en het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen (P.S.C. 142.01), wordt gevormd en afgescheiden van haar overige activiteiten wordt beheerd.

12. De herberekeningsdatum

	La date de recalculation ou date d'échéance du présent règlement de solidarité est fixée au 1er janvier.	De herberekeningsdatum of vervaldag van dit solidariteitsreglement wordt vastgesteld op 1 januari.
13.	La convention collective de travail du 23.10.2019	13. De collectieve arbeidsovereenkomst 23.10.2019
	La convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel.	De collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.
14.	Le règlement de pension	14. Het pensioenreglement
	Le règlement de pension établi en exécution de l'article 6 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.	Het pensioenreglement vastgesteld in uitvoering van artikel 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.
15.	L.P.C.	15. W.A.P
	Loi du 28 avril 2003 (relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, telle que publiée au M.B. du 15 mai 2003, erratum M.B. du 26 mai 2003 et ses arrêtés royaux d'exécution. Les notions reprises dans la suite de ce règlement doivent être conçues au sens précisé à l'article 3 (définitions) de la loi précitée. Cette loi sera dénommée «L.P.C.» dans la suite de ce règlement de solidarité.	Wet van 28 april 2003 (betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, aangevuld met haar uitvoeringsbesluiten zoals gepubliceerd in het B.S. van 15 mei 2003, erratum B.S. 26 mei 2003). De begrippen die in het vervolg van dit reglement opgenomen zijn, moeten worden opgevat in hun betekenis zoals verduidelijkt in artikel 3 (definities) van de voormelde wet. Deze wet zal in het vervolg van dit solidariteitsreglement "W.A.P." worden genoemd.
16.	L'arrêté de solidarité	16. Het solidariteitsbesluit
	Arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les prestations de solidarité liées aux régimes de pension complémentaires sociaux (M.B., 14 novembre 2003, ed. 2, p. 55.263).	Koninklijk besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de solidariteitsprestaties verbonden met de sociale aanvullende pensioenstelsels (B.S., 14 november 2003, ed. 2, p. 55.263).
17.	L'arrêté de financement	17. Het financieringsbesluit
	Arrêté royal du 14 novembre 2003 fixant les règles concernant le financement et la gestion de l'engagement de solidarité (M.B., 14 novembre 2003, ed. 2, p. 55.258).	Koninklijk Besluit van 14 november 2003 tot vaststelling van de regels inzake de financiering en het beheer van de solidariteitstoezegging (B.S., 14 november 2003, ed. 2, p. 55.258).
18.	La F.S.M.A.	18. De F.S.M.A.
	L'Autorité des Services et Marchés Financiers.	De Autoriteit voor Financiële Markten en Diensten.
19.	L'a.s.b.l. SEFOCAM	19. De v.z.w. SEFOCAM

Le centre de la coordination administrative et logistique des régimes de pension sectoriels des ouvriers des entreprises de garage, de la carrosserie, du commerce de métal, de la récupération de métaux et des métaux précieux.

Le siège social de l.a.s.b.l. SEFOCAM est établi, à 1200 Bruxelles, Boulevard de la Woluwe 46 boîte 7.

L'a.s.b.l. SEFOCAM peut être jointe par téléphone au numéro 00.32.2.761.00.70. et par e-mail à l'adresse helpdesk@sefocam.be.

L'a.s.b.l. SEFOCAM dispose également d'un site internet : www.sefocam.be.

20. SEFOPLUS OFP : l'organisme de pension

SEFOPLUS est l'institution de retraite professionnelle (IRP) multisectorielle autorisée par la FSMA le 19 novembre 2018 sous le numéro d'identification 50.624, ayant son siège social à 1200 Bruxelles, boulevard de la Woluwe 46, boîte 7, constituée par les organisateurs sectoriels ci-après, pour la gestion et l'exécution de leurs engagements de pension respectifs :

- le Fonds de sécurité d'existence du commerce du métal (l'Organisateur) ;
- le Fonds social des entreprises de garage ;
- le Fonds social des entreprises de carrosserie ;
- le Fonds de sécurité d'existence – Métaux précieux ;
- le Fonds social des entreprises pour la récupération de métaux.

Conformément aux règles fixées dans les statuts de SEFOPLUS OFP, d'autres organisateurs sectoriels peuvent également confier la gestion et l'exécution de leur engagement de pension sectoriel à SEFOPLUS OFP.

21. La Banque de données 2ème pilier

La Banque de données «pensions complémentaires» (DB2P) a pour but de rassembler les données des salariés, des indépendants et des fonctionnaires relatives à l'ensemble des avantages constitués en

Het administratief en logistiek coördinatiecentrum van de sociale sectorale pensioenstelsels voor de arbeiders uit het garagebedrijf, het koetswerk, de metaalhandel, de terugwinning van metalen en de edele metalen.

De maatschappelijke zetel van de v.z.w. SEFOCAM,, is gevestigd op het Woluwedal 46 bus 7 te 1200 Brussel.

De v.z.w. SEFOCAM is telefonisch bereikbaar op het nummer 00.32.2.761.00.70. en per mail op het adres helpdesk@sefocam.be.

De v.z.w. SEFOCAM beschikt evenzeer over een website met name www.sefocam.be.

20. SEFOPLUS OFP: de pensioeninstelling

SEFOPLUS OFP is de multi-sectorale instelling voor bedrijfspensioenvoorziening (IBP), toegelaten door de FSMA op 19 november 2018 met identificatienummer 50.624, met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Woluwedal 46 bus 7, die is opgericht door de volgende sectorale inrichters voor het beheer en de uitvoering van hun respectievelijke sectorale pensioentoezeggingen:

- het Fonds voor bestaanszekerheid van de metaalhandel (de Inrichter);
- het Sociaal Fonds voor het Garagebedrijf;
- het Sociaal Fonds voor de koetswerkondernemingen;
- het Fonds voor Bestaanszekerheid - Edele metalen; en
- het Sociaal Fonds voor de ondernemingen voor de terugwinning van metalen.

Volgens de regels vastgelegd in de statuten van SEFOPLUS OFP kunnen ook andere sectorale inrichters het beheer en de uitvoering van hun sectorale pensioentoezegging toevertrouwen aan SEFOPLUS OFP.

21. De Databank 2e pijler

De databank "aanvullende pensioenen" (DB2P) heeft als doel het verzamelen van de gegevens van de werknemers, zelfstandigen en ambtenaren met betrekking tot alle voordelen die zij in België

Belgique et à l'étranger dans le cadre de la pension complémentaire.

Comme cet engagement de solidarité fait partie intégrante du régime de pension sectoriel, chaque terme utilisé dans ce règlement, sans être repris dans la liste des définitions ci-dessus, doit être interprété selon la même acception que celle donnée par la L.P.C. ou la liste des définitions reprise à l'article 2 du règlement de pension.

en in het buitenland hebben opgebouwd in het kader van het aanvullend pensioen.

Gezien deze solidariteitstoezegging een integrerend onderdeel uitmaakt van het sectoraal pensioenstelsel, dienen de hierna in het reglement gehanteerde termen die niet zouden opgenomen zijn in de hiervoor vermelde begrippenlijst te worden opgevat in hun betekenis in het licht van de W.A.P. of de in artikel 2 van het pensioenreglement opgenomen begrippenlijst.

CHAPITRE III. - Affiliation

Art. 3

§ 1 Le règlement de solidarité s'applique de manière contraignante à tous les ouvriers déclarés sous les codes travailleurs 015, 024 et 027, qui sont ou étaient liés aux employeurs visés à l'article 2.5., au ou après le 1er janvier 2004 par un contrat de travail, quelle que soit la nature de ce contrat de travail; à l'exception de ceux mentionnés à l'article 4, § 3 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

§ 2 Sans préjudice de l'entrée en vigueur du 1er paragraphe, le règlement de solidarité ne s'appliquera qu'à partir du 1er janvier 2016 aux ouvriers qui sont ou étaient liés à un employeur qui, en vertu de l'article 5 de l'accord national 2001-2002 du 3 mai 2001, enregistré sous le numéro 58.036/CO/149.04, signé en Sous-commission paritaire pour le commerce du métal, a choisi d'organiser lui-même le régime de pension et qui a obtenu à cet effet l'approbation de la de la Sous-commission paritaire pour le commerce de métal.

§ 3 Les personnes susmentionnées sont affiliées immédiatement au présent engagement de solidarité, c'est-à-dire à partir de la date à laquelle elles remplissent les conditions d'affiliation susmentionnées. Elles restent affiliées tant qu'elles sont en service. Il existe toutefois une exception : les personnes ayant effectivement pris leur pension légale (anticipée) à partir du 1er janvier 2016, mais qui ont ensuite continué ou recommencé à travailler dans le cadre d'un contrat de travail conclu avec un employeur tel que visé à l'article 2.5, ne restent ou ne sont pas affiliées au présent engagement de solidarité. Les personnes ayant effectivement pris leur

HOOFDSTUK III. - Aansluiting

Art. 3

§ 1 Het solidariteitsreglement is verplicht van toepassing op alle arbeiders aangegeven onder werknehmerskengetallen 015, 024 en 027, die op of na 1 januari 2004 met de werkgevers, zoals vermeld in artikel 2.5. verbonden zijn of waren via een arbeidsovereenkomst, ongeacht de aard van deze overeenkomst, met uitzondering van deze vermeld onder artikel 4, § 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 ter wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

§ 2 Onverminderd de toepassing van het eerste lid, is het solidariteitsreglement pas vanaf 1 januari 2016 van toepassing op de arbeiders die tewerkgesteld zijn of waren bij een werkgever die overeenkomstig artikel 5 van het nationaal akkoord 2001 – 2002 van 3 mei 2001, geregistreerd onder het nummer 58.036/CO/149.04, afgesloten in het Paritair Sub-comité voor de metaalhandel, de uitvoering van het pensioenstelsel zelf te organiseren en die hiervoor de toelating wisten te krijgen vanuit het desbetreffende Paritair Sub-comité.

§ 3 Voormelde personen worden onmiddellijk aangesloten bij onderhavige solidariteitstoezegging, dit wil zeggen vanaf de datum dat zij voldoen aan de hiervoor vermelde aansluitingsvooraarden. Zij blijven aangesloten zolang zij in dienst zijn. Hierop bestaat evenwel een uitzondering: de personen die effectief hun wettelijk (vervroegd) pensioen hebben opgenomen vanaf 1 januari 2016 maar vervolgens verder of opnieuw tewerkgesteld worden met een arbeidsovereenkomst afgesloten met een werkgever zoals bepaald in artikel 2.5, blijven of worden niet aangesloten bij de onderhavige solidariteitstoezegging. De

pension légale (anticipée) avant 2016 mais qui ont ensuite continué ou recommencé à travailler dans le cadre d'un contrat de travail conclu avec un employé visé à l'article 2.5 restent affiliées au présent engagement de pension si cette activité professionnelle a commencé avant le 1er janvier 2016 et s'est poursuivie de manière ininterrompue.

CHAPITRE IV. - Droits et obligations de l'Organisateur

Art. 4

§ 1 L'Organisateur s'engage à l'égard de tous les affiliés à tout mettre en œuvre pour la bonne exécution de la convention collective de travail du 5 juillet 2002, ainsi que des conventions collectives de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

§ 2 La cotisation due par l'Organisateur en vue du financement de l'engagement de solidarité sera transférée sans tarder par l'Organisateur à l'organisme de solidarité. Le transfert s'effectue au moins 1 fois par mois.

§ 3 Par le biais de l'a.s.b.l. SEFOCAM, l'Organisateur fournira régulièrement à l'organisme de solidarité tous les renseignements nécessaires.

§ 4 L'organisme de solidarité n'est tenu à l'exécution de ses obligations que dans la mesure où, pendant la durée du présent règlement de solidarité les informations suivantes lui ont été fournies:

- pour chaque affilié, le nombre de jours de chômage économique tel que défini à l'article 7 ci-après ;
- pour chaque affilié, le nombre de jours d'incapacité de travail pour cause de maladie (professionnelle) et/ou d'accident (de travail) tel que défini à l'article 8 ci-après ;
- toute autre information ad hoc demandée par l'organisme de solidarité.

Par la suite : les modifications survenant, pendant la durée de l'affiliation, dans les données susmentionnées.

personen die effectief hun wettelijk (vervroegd) pensioen hebben opgenomen vóór 2016 maar vervolgens verder of opnieuw tewerkgesteld worden met een arbeidsovereenkomst afgesloten met een werkgever zoals bepaald in artikel 2.5. blijven aangesloten bij onderhavige toezagging zo deze beroepsactiviteit aanvang nam vóór 1 januari 2016 en ononderbroken voortduurt.

HOOFDSTUK IV. - Rechten en plichten van de Inrichter

Art. 4

§ 1 De Inrichter gaat tegenover alle aangeslotenen de verbintenis aan alles te doen wat voor de goede uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002, alsook van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, vereist is.

§ 2 De bijdrage die de Inrichter verschuldigd is ter financiering van de solidariteitstoezagging wordt door de Inrichter zonder verwijl aan de solidariteitsinstelling overgemaakt. Dit geschiedt minstens 1 maal per maand.

§ 3 De Inrichter zal via de v.z.w. SEFOCAM op regelmatige tijdstippen alle nodige gegevens overmaken aan de solidariteitsinstelling.

§ 4 De solidariteitsinstelling is slechts tot uitvoering van haar verplichtingen gehouden voor zover haar, tijdens de duur van dit solidariteitsreglement volgende gegevens meegedeeld werden:

- per aangeslotene, het aantal dagen van economische werkloosheid zoals omschreven in artikel 7 hierna;
- per aangeslotene, het aantal dagen van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van (beroeps)ziekte en/of (arbeids)ongeval zoals omschreven in artikel 8 hierna;
- enige andere terzake doende gegevens zoals gevraagd door de solidariteitsinstelling.

Naderhand: de wijzigingen welke, tijdens de duur van de aansluiting, in voormelde gegevens voorkomen.

§ 5 L'Organisateur à mis sur pied, à l'usage des affiliés un «helpdesk» dont la coordination est confiée à l'a.s.b.l. SEFOCAM.

CHAPITRE V. - Droits et obligations de l'Affilié

Art. 5

§ 1 L'affilié se soumet aux dispositions de la convention collective de travail portant sur l'instauration du régime de pension sectoriel conclue le 5 juillet 2002, ainsi que des conventions collectives de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social, du règlement de pension et du présent règlement de solidarité. Ces documents forment un tout.

§ 2 L'affilié ou le bénéficiaire transmettra le cas échéant les informations et justificatifs manquants à l'organisme de solidarité par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. SEFOCAM de sorte que l'organisme de solidarité puisse satisfaire à ses obligations à l'égard de l'affilié ou de son (ses) bénéficiaire(s).

§ 3 Si l'affilié venait à ne pas respecter une condition qui lui est imposée par le présent règlement de solidarité ou par la convention collective de travail du 5 juillet 2002, ainsi que des conventions collectives de travail modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social, et à perdre de ce fait la jouissance d'un quelconque droit, l'Organisateur et l'organisme de solidarité seront dans la même mesure déchargés de leurs obligations à l'égard de l'affilié dans le cadre des prestations de solidarité réglées par le présent règlement de solidarité.

§ 5 De Inrichter organiseert ten voordele van de aangeslotenen een "helpdesk" waarvan de coördinatie is toevertrouwd aan de v.z.w. SEFOCAM.

HOOFDSTUK V. - Rechten en plichten van de Aangeslotene

Art. 5

§ 1 De aangeslotene onderwerpt zich aan de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst ter invoering van het sectoraal pensioenstelsel afgesloten op 5 juli 2002, alsook van de collectieve arbeidsovereenkomsten tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, van het pensioenreglement en van dit solidariteitsreglement. Deze documenten maken één geheel uit.

§ 2 De aangeslotene of de begünstigde maakt in voorkomend geval de ontbrekende inlichtingen en bewijsstukken over via de v.z.w. SEFOCAM aan de solidariteitsinstelling zodat deze haar verplichtingen tegenover de aangeslotene of tegenover zijn begünstigde(n) kan nakomen.

§ 3 Mocht de aangeslotene een hem door dit solidariteitsreglement of door de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 juli 2002, alsook van de collectieve arbeids-overeenkomsten tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel, opgelegde voorwaarde niet nakomen, en mocht daardoor voor hem enig verlies van recht ontstaan, dan zullen de Inrichter en de solidariteitsinstelling in dezelfde mate ontslagen zijn van hun verplichtingen tegenover de aangeslotene in verband met de bij dit solidariteitsreglement geregelde solidariteitsprestaties.

CHAPITRE VI. - Prestations assurées**Art. 6**

§ 1 Conformément à l'article 43, § 1 de la L.P.C. et à l'arrêté de Solidarité, le présent règlement de solidarité a pour but de garantir les prestations de solidarité suivantes.

§ 2 Les prestations de solidarité définies aux articles 7 et 8 ci-après ne s'exécutent qu'en fonction des données de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale que l'Organisateur obtient par l'intermédiaire de l'a.s.b.l. SEFOCAM. Toute déclaration individuelle faite par l'affilié ne saurait être prise en considération.

§ 3 Les affiliés n'ont droit à l'exécution effective des prestations de solidarité qu'à condition que l'organisme de solidarité ait reçu les cotisations en leur faveur pour le financement de cet engagement de solidarité.

Section 1. - Exonération du paiement de la prime durant les périodes de chômage économique

Art. 7

§ 1 Durant les périodes de chômage temporaire de l'affilié, au sens de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (code type 71 dans les flux de données de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale), l'organisme de solidarité se charge de poursuivre le financement du volet pension sur base forfaitaire pendant les périodes précitées.

§ 2 Dans ce contexte, un forfait de 1,00 EUR par jour de chômage économique de l'affilié comme défini ci-dessus sera inscrit sur le compte individuel de pension de l'affilié en question auprès SEFOPLUS OFP (l'organisme de pension)

§ 3 L'exonération du paiement de la prime est d'application quelle que soit la durée de travail stipulée dans le contrat de travail.

HOOFDSTUK VI. - Gewaarborgde prestaties**Art. 6**

§ 1 In overeenstemming met artikel 43, § 1 van de W.A.P., zoals uitgevoerd door het Solidariteitsbesluit, heeft onderhavig solidariteitsreglement tot doel de hierna volgende solidariteitsprestaties te waarborgen.

§ 2 Voor de uitvoering van de solidariteitsprestaties zoals omschreven in de artikels 7 en 8 hierna, worden enkel de gegevens in aanmerking genomen die de Inrichter via de v.z.w. SEFOCAM verkrijgt vanuit het netwerk van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid. Enige individuele aangiften van aangeslotenen zullen niet in aanmerking worden genomen.

§ 3 De aangeslotenen hebben slechts recht op de effectieve uitvoering van de solidariteitsprestaties op voorwaarde dat de solidariteitsinstelling in hun voordeel bijdragen ontvangen heeft ter financiering van deze solidariteitstoezegging.

Afdeling 1. - Premievrijstelling gedurende periodes van economische werkloosheid

Art. 7

§ 1 Gedurende de periodes waarin de aangeslotene tijdelijk werkloos zou zijn in de zin van artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (code type 71 in de gegevensstroom van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid), wordt de opbouw van het pensioenluik tijdens de voormelde periodes verder gefinancierd door de solidariteitsinstelling op forfaitaire basis.

§ 2 In dit kader zal per dag van economische werkloosheid zoals hiervoor beschreven in hoofde van de aangeslotene, een forfaitair bedrag van 1,00 EUR worden ingeschreven op de individuele pensioenrekening van de bewuste aangeslotene bij SEFOPLUS OFP (de pensioeninstelling)..

§ 3 De toepassing van de premievrijstelling geldt ongeacht de arbeidsduur bepaald in arbeidsovereenkomst.

Section 2. - Exonération du paiement de la prime durant les périodes d'incapacité de travail pour cause de maladie (professionnelle) et/ou d'accident (de travail)

Art. 8

- § 1 Durant les périodes d'indemnisation dans le cadre d'une incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident, et dans le cadre d'une incapacité de travail temporaire pour cause d'accident de travail ou de maladie professionnelle de l'affilié (code types 10, 50, 60 ou 61 dans les flux de données de la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale), auxquelles un affilié est confronté, l'organisme de solidarité se charge de poursuivre le financement du volet pension sur base forfaitaire durant les périodes précitées.
- § 2 Dans ce contexte, un forfait de 1,00 EUR sera inscrit sur le compte individuel de pension de l'affilié auprès de SEFOPLUS OFF (l'organisme de pension), pour chaque jour où l'affilié en question s'est trouvé dans une période définie ci-dessus.

- § 3 L'exonération du paiement de la prime est d'application quelle que soit la durée de travail stipulée dans le contrat de travail.

Section 3. - Paiement d'une rente en cas de décès

Art. 9

- § 1 En cas de décès d'un affilié, l'organisme de solidarité octroie au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) comme indiqué dans le règlement de pension une indemnité sous forme de rente, à condition :

- que des cotisations aient été versées pour l'affilié durant l'année d'assurance où se situe le décès comme défini à l'article 5, § 4 de la convention collective de travail du 23.10.2019;
- que le décès de l'affilié se situe dans les 365 jours suivant la date du début de la période indemnisée d'incapacité de travail pour cause de maladie ou d'accident.

Afdeling 2. - Premievrijstelling gedurende periodes van arbeidsongeschiktheid ten gevolge van (beroeps)ziekte en/of (arbeids)ongeval

Art. 8

- § 1 Gedurende de vergoede periodes van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval en de periodes die worden gedekt door een tijdelijke arbeidsongeschiktheid ten gevolge van een arbeidsongeval of een beroepsziekte, (code typen 10, 50, 60 of 61 in de gegevensstroom van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid) waarmee een aangeslotene zich geconfronteerd ziet, wordt de financiering van de opbouw van het pensioenluik tijdens de voormelde periodes verder gefinancierd door de solidariteitsinstelling op forfaitaire basis.
- § 2 In dit kader zal per dag dat de aangeslotene zich bevindt in één van de periodes zoals hiervoor beschreven, een forfaitair bedrag van 1,00 EUR worden ingeschreven op de individuele pensioenrekening van de bewuste aangeslotene bij SEFOPLUS OFF (de pensioeninstelling)
- § 3 De toepassing van de premievrijstelling geldt ongeacht de arbeidsduur bepaald in de arbeidsovereenkomst.

Afdeling 3. - Rente-uitkering ingeval van overlijden

Art. 9

- § 1 Ingeval van overlijden van een aangeslotene wordt er door de solidariteitsinstelling aan de begunstigde(n) zoals aangeduid in het pensioenreglement een vergoeding toegekend onder de vorm van een rente-uitkering, evenwel op voorwaarde :
- dat er in hoofde van de aangeslotene tijdens het verzekeringsjaar waarin het overlijden zich situeert bijdragen gestort zijn geweest zoals bedoeld in artikel 5, § 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019;
- dat het overlijden van de aangeslotene zich situeert binnen de 365 dagen na de begindatum van de vergoede periode van arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval.

§ 2 Le capital constitutif de cette rente est de 2.000,00 EUR brut (le cas échéant, participation bénéficiaire comprise) et sera affecté à la constitution d'une rente viagère non indexée sur la tête du ou des bénéficiaire(s).

§ 3 Toutefois, si la rente annuelle – après déduction des charges fiscales et parafiscales légales – est inférieure à 300 EUR, le capital net constitutif sera versé. Ce montant est indexé suivant les dispositions de la loi du 2 août 1971, instaurant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, cotisations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

§ 2 Het vestigingskapitaal ter financiering van de voormalde rente-uitkering bedraagt 2.000,00 EUR bruto (desgevallend winstdeling inbegrepen). Dit kapitaal zal worden gebezigt ter vestiging van een niet-geïndexeerde levenslange rente op het hoofd van de begünstige(n).

§ 3 Indien echter het jaarbedrag van de rente – na de wettelijk verschuldigde fiscale en parafiscale inhoudingen – kleiner is dan 300 EUR, dan zal het netto vestigingskapitaal worden uitbetaald. Dit bedrag wordt geïndexeerd volgens de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971, houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, bijdragen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijsen worden gekoppeld.

CHAPITRE VII. - Exécution des prestations assurées

Section 1. - Prestations de solidarité telles que décrites à l'article 7 et 8

Art. 10

§ 1 Les prestations de solidarité telles que décrites à l'article 7 et 8 du règlement de solidarité seront imputées après chaque décharge vers l'organisme de solidarité aux comptes individuels de pension qui sont gérés au sein de cette organisme.

§ 2 Les prestations de solidarité seront capitalisées en tenant compte du taux d'intérêt contractuel qui, pour les prestations de solidarité telles que décrites aux articles 7 et 8 du règlement de solidarité à partir du 1er janvier 2017, s'élève à 0,75 %, en partant du principe que toutes les prestations de solidarité de la période considérée seraient imputées au 1er juillet relatif à l'année d'exercice.

HOOFDSTUK VII. - Uitvoering van de gewaarborgde prestaties

Afdeling 1. - Solidariteitsprestaties zoals beschreven in artikel 7 en 8

Art. 10

§ 1 De uitkeringen van de solidariteitsprestaties zoals beschreven in artikel 7 en 8 van het solidariteitsreglement, worden na elke ontlading naar de solidariteitsinstelling gestort op de binnen deze instelling beheerde individuele pensioenrekeningen in kwestie.

§ 2 Bij de toekenning wordt er rekening gehouden met een kapitalisatie van de solidariteitsprestaties aan de contractuele intrestvoet die voor de solidariteitsprestaties zoals beschreven in artikel 7 en 8 van het solidariteitsreglement vanaf 1 januari 2017 gelijk is aan 0,75%, waarbij er wordt vanuit gegaan dat alle solidariteitsprestaties uit de beschouwde periode zouden betaald zijn op 1 juli van het desbetreffende dienstjaar.

Art. 11

Si, au cours de l'année écoulée, un affilié s'est trouvé dans une des situations visées à l'article 7 ou 8 et s'il ou si son (ses) bénéficiaires a (ont) touché l'acompte sur la pension complémentaire ou sur la prestation en cas de décès dans la même année, les prestations de solidarité visées à l'article 7 ou 8, et auxquelles l'intéressé peut prétendre, seront imputées sur le solde qui lui sera attribué dans le cadre du règlement de pension.

Section 2. - Prestation de solidarité telle que définie à l'article 9

Art. 12

§ 1 Pour pouvoir verser la prestation de solidarité comme indiqué à l'article 9 ci-dessus, il faut que le ou les bénéficiaires suive(nt) la même procédure que celle prévue pour le paiement des avantages en cas de décès dans le volet de pension.

§ 2 A la rigueur, l'Organisateur réclame, par le biais de l'a.s.b.l. SEFOCAM, une attestation d'emploi auprès de l'employeur de l'affilié, tel que visé à l'article 2.5. du présent règlement de solidarité. Il doit ressortir de cette attestation que la prestation décrite à l'article 9 est assurée.

CHAPITRE VIII. - Bases techniques

Art. 13

§ 1 Pour garantir les prestations de solidarité définies à l'article 7 et 8, l'Organisateur souscrit un contrat d'assurance auprès de l'organisme de solidarité qui prend, en l'occurrence, un engagement de résultat.

§ 2 L'engagement de solidarité est financé conformément aux règles tarifaires utilisées par l'organisme de solidarité pour les risques concernés en tenant compte des obligations prévues par l'Arrêté de Financement.

Art. 14

Pour garantir les prestations de solidarité définies à :

Art. 11

Wanneer een aangeslotene die zich tijdens het afgelopen jaar bevond in een situatie zoals beschreven in artikel 7 of 8, tijdens dat jaar zelf of diens begunstigde(n) het voorschot op het aanvullend pensioen of de prestatie bij overlijden uitgekeerd krijgen, dan zullen de solidariteitsprestaties zoals bedoeld in artikel 7 of 8 waarop betrokken recht heeft, worden verwerkt in het saldo dat hem in het kader van het pensioenreglement zal worden toegekend.

Afdeling 2. - Solidariteitsprestatie zoals beschreven in artikel 9

Art. 12

§ 1 Om tot de uitbetaling van de solidariteitsprestatie zoals beschreven in artikel 9 hiervoor te kunnen overgaan dient/dienen de begunstigde(n) dezelfde procedure te volgen als deze voorzien voor de uitbetaling van de voordelen bij overlijden in het kader van het pensioenluik.

§ 2 De Inrichter zal, indien nodig, via de v.z.w. SEFOCAM een tewerkstellingsattest opvragen bij de werkgever van de aangeslotene, zoals bedoeld in artikel 2.5. van dit solidariteitsreglement, waaruit moet blijken of de prestatie zoals beschreven in artikel 9 gewaarborgd is.

HOOFDSTUK VIII. - Technische grondslagen

Art. 13

§ 1 Voor de dekking van de solidariteitsprestaties zoals vermeld in artikels 7 en 8 hiervoor, sluit de Inrichter een verzekeringsovereenkomst af met de solidariteitsinstelling. De solidariteitsinstelling onderschrijft ter zake een resultaatsverbintenis.

§ 2 De solidariteitstoezegging wordt gefinancierd overeenkomstig de tariferingsregels die door de solidariteitsinstelling gebruikt wordt voor de bewuste risico's, rekening houdende met de verplichtingen ter zake voorzien in het Financieringsbesluit.

Art. 14

Ter dekking van de solidariteitsprestaties zoals beschreven in:

- l'article 7 et 8, une assurance temporaire d'un an est chaque fois souscrite sur la tête de chaque affilié ;
- l'article 9, une assurance temporaire de décès est souscrite par laquelle l'organisme de solidarité assure sur la tête de chaque affilié un capital constitutif pour financer le paiement d'une rente en cas de décès prématuré de l'affilié.
- artikel 7 en 8 wordt telkens een tijdelijke verzekering van een jaar onderschreven in hoofde van elke aangeslotene;
- artikel 9 wordt een tijdelijke overljdensverzekering onderschreven waarbij de solidariteitsinstelling op het hoofd van elke aangeslotene een vestigingskapitaal ter financiering van een rente-uitkering ingeval van een eventueel vroegtijdig overlijden verzekert.

CHAPITRE IX. - Cotisations

Art. 15

- § 1 Toutes les dépenses requises pour assurer les prestations de solidarité visées aux articles 7, 8 et 9 sont entièrement à charge de l'Organisateur.
- § 2 Cette cotisation nette s'élève à 0,09 pour cent du salaire annuel de chaque affilié. Cette cotisation est fixée en vertu de l'article 5 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social .
- § 3 L'Organisateur versera tous les mois l'ensemble des cotisations à l'organisme de solidarité.

CHAPITRE X. - Fonds de solidarité

Art. 16

- § 1 Au sein de l'organisme de solidarité, un fonds de solidarité est créé, dénommé le Fonds de solidarité SEFOCAM.
- § 2 Les cotisations pour l'engagement de solidarité ainsi que les cotisations versées par les Organisateurs respectifs des engagements de solidarité dans le cadre des régimes de pension sectoriels de la Commission paritaire des entreprises de garage (C.P. 112), la Sous-commission paritaire pour la carrosserie (S.C.P. 149.02), la Sous-commission paritaire pour les métaux précieux (S.C.P. 149.03) et la Sous-commission paritaire pour la récupération de métaux (S.C.P. 142.01), seront versées dans ce fonds de solidarité.
- § 3 Le fonds de solidarité est géré par l'organisme de solidarité en dehors de ses autres activités comme une réserve mathématique d'inventaire.

HOOFDSTUK IX. - Bijdragen

Art. 15

- § 1 Alle vereiste uitgaven tot het waarborgen van de solidariteitsprestaties vermeld in artikels 7, 8 en 9 hiervoor vallen geheel ten laste van de Inrichter.
- § 2 Deze netto bijdrage vormt per aangeslotene 0,09 procent van diens jaarbezoldiging. Deze bijdrage wordt bepaald door artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.
- § 3 De Inrichter zal de globale bijdrage per maand aan de solidariteitsinstelling storten.

HOOFDSTUK X. - Solidariteitsfonds

Art. 16

- § 1 In de schoot van de solidariteitsinstelling wordt een solidariteitsfonds ingericht, genaamd het SEFOCAM Solidariteitsfonds.
- § 2 De bijdragen voor de solidariteitstoezegging alsook de bijdragen gestort door de respectievelijke Inrichters van de solidariteitstoezeggingen gedaan in het kader van de sectorale pensioenstelsels van het Paritair Comité voor het garagebedrijf (P.C. 112), het Paritair Subcomité voor het koetswerk (P.S.C. 149.02), het Paritair Subcomité voor de edele metalen (P.S.C. 149.03) alsook deze van het Paritair Subcomité voor de terugwinning van metalen (P.S.C. 142.01), worden gestort in dit solidariteitsfonds.
- § 3 Het solidariteitsfonds wordt door de solidariteitsinstelling afzonderlijk van haar overige activiteiten beheerd als een wiskundige inventarisreserve.

§ 4 L'organisme de solidarité s'engage, en plus des bases tarifaires, à répartir et à attribuer intégralement, sous forme de participation bénéficiaire, le bénéfice réalisé provenant des assurances et des placements dans certains actifs désignés à cette fin. Ces actifs sont séparés des autres actifs de l'organisme de solidarité et constituent un fonds à actifs dédiés. Toutefois, l'octroi du rendement du fonds est subordonné à la condition que les opérations du fonds soient rentables.

§ 5 Il est tenu un inventaire de la composition du fonds comportant tous les éléments du patrimoine du fonds. Cet inventaire est établi chaque jour où a lieu une modification de la composition du fonds. De plus, le règlement de participation bénéficiaire ci-après a été élaboré.

Règlement de participation bénéficiaire du fonds à actifs dédiés « Sefocam–Solidarité » :

Les cotisations sont investies dans un fonds à actifs dédiés « Sefocam–Solidarité », composé principalement d'actifs financiers provenant de la zone EURO.

Suivant les résultats de ce fonds à actifs dédiés, l'organisme de solidarité répartira chaque année intégralement les bénéfices éventuels. En dehors du régime de pension, il n'existe pas de réserves acquises individuelles dans le régime de solidarité. Un éventuel résultat positif au cours d'un exercice bien précis ne peut par conséquent être attribué aux contrats individuels. L'obligation de répartition intégrale des bénéfices implique donc, dans le cadre du régime de solidarité, que le résultat reste intégralement dans le régime de solidarité et soit consacré au financement de ses obligations.

Cette participation bénéficiaire n'est octroyée que si les opérations du fonds sont rentables.

Afin de lisser les performances financières réalisées par le fonds à actifs dédiés, une quotité des revenus exceptionnels (voir plus loin) pourra alimenter chaque année une réserve à laquelle l'Organisateur peut prétendre l'année suivante. Une part des revenus exceptionnels pourra donc être reportée d'année en année. Les revenus

§ 4 De solidariteitsinstelling verbindt er zich toe om bovenop de tariefgrondslagen, de gerealiseerde winst afkomstig uit de verzekeringen en de beleggingen in bepaalde hierover aangewezen activa, integraal als winstdeling te verdelen en toe te kennen. Deze activa worden van de andere activa van de solidariteitsinstelling afgezonderd en vormen bijgevolg een fonds met aangewezen activa. Evenwel zal het rendement van het fonds maar toegekend worden indien de verrichtingen van het fonds rendabel zijn.

§ 5 Er wordt een inventaris bijgehouden die alle bestanddelen van het vermogen van het fonds bevat. Deze inventaris wordt opgemaakt voor elke dag waarop een wijziging van de samenstelling van het fonds plaatsheeft. Daarenboven werd er het hierna weergegeven winstdelingsreglement opgesteld.

Winstdelingsreglement van het fonds met aangewezen activa "Sefocam–Solidariteit":

De bijdragen worden geïnvesteerd in een fonds met aangewezen activa "Sefocam–Solidariteit" dat hoofdzakelijk is samengesteld uit financiële activa die afkomstig zijn van de EURO - zone.

Afhankelijk van de resultaten van dit fonds met aangewezen activa, zal de solidariteitsinstelling jaarlijks de eventuele winst, integraal verdelen. Anders dan bij het pensioenstelsel bestaan er binnen het solidariteitsstelsel geen individuele verworven reserves. Een eventueel positief resultaat binnen een bepaald boekjaar kan dan ook niet aan de individuele contracten worden toegekend. De verplichting tot integrale winstverdeling houdt in het kader van het solidariteits-stelsel bijgevolg in dat het resultaat integraal binnen het solidariteitsstelsel blijft en wordt besteed aan de financiering van de verplichtingen ervan.

Deze winstdeelneming wordt pas toegekend op voorwaarde dat de verrichtingen van het fonds rendabel zijn.

Teneinde de financiële prestaties gerealiseerd door het fonds met aangewezen activa te stabiliseren, kan een quotiteit van de uitzonderlijke opbrengsten (zie hierna) elk jaar een reserve stijven waarop door de Inrichter aanspraak kan gemaakt worden het jaar nadien. Een gedeelte van de uitzonderlijke opbrengsten

exceptionnels sont constitués des plus-values et des moins-values réalisées sur obligations et actions, des éventuels ajustements monétaires sur actifs productifs d'intérêts, ainsi que des réductions de valeur ou reprises de réductions de valeur.

La politique d'investissement du fonds à actifs dédiés a pour but de garantir la sécurité, le rendement et la liquidité des investissements. On tient compte dans ce cadre d'une diversification efficace et d'une dispersion des investissements.

§ 6 L'organisme de solidarité établit un rapport financier annuel permettant de vérifier si la part des bénéfices attribués aux contrats et si les placements effectués sont conformes aux dispositions du règlement de participation bénéficiaire. Ce rapport est tenu à la disposition du comité de surveillance.

§ 7 Le fonds de solidarité ne peut être débité que pour payer les primes d'assurances couvrant les risques en question et les frais liés à ces engagements de solidarité.

§ 8 En cas de liquidation d'un employeur, les sommes du fonds de solidarité proportionnelles aux obligations de cet employeur ne seront restituées à l'Organisateur ni en tout ni en partie. Elles seront par contre affectées au financement des prestations de solidarité en faveur des autres affiliés.

§ 9 En cas de cessation de cet engagement de solidarité, l'argent encore présent dans le fonds de solidarité après règlement des sinistres en cours ne sera pas reversé à l'Organisateur. Cet argent sera par contre transféré vers le patrimoine distinct de l'Organisateur auprès SEFOPLUS OFP (l'organisme de pension).

§ 10 En cas de cessation du régime de pension sectoriel, les sommes du fonds ne seront restituées ni en tout ni en partie à l'Organisateur mais seront partagées entre tous ceux qui, au moment même où il y est mis un terme, sont affiliés; ce partage serait proportionnel à la réserve acquise par chacun d'entre eux dans le cadre du régime de

kan dus van jaar tot jaar overgedragen worden. De uitzonderlijke opbrengsten zijn samengesteld uit de meer- en minwaarden van obligaties en aandelen, de eventuele monetaire aanpassingen op rentedragende activa, alsook de waardeverminderingen of terugnames van waardeverminderingen.

De investeringspolitiek van het fonds met aangewezen activa heeft tot doel de veiligheid, het rendement en de liquiditeit van de beleggingen te waarborgen. Hierbij wordt rekening gehouden met een oordeelkundige diversificatie en spreiding van de beleggingen.

§ 6 De solidariteitsinstelling stelt een financieel jaarverslag op dat toelaat na te gaan of het gedeelte van de aan de overeenkomsten toegekende winsten en de uitgevoerde beleggingen aan de bepalingen van het winstdelingsreglement beantwoorden. Dit verslag wordt ter beschikking gesteld van het toezichtcomité.

§ 7 Het solidariteitsfonds kan slechts worden gedebiteerd door betaling van verzekeringspremies die de betrokken risico's dekken en van de kosten verbonden aan deze solidariteitstoezeggingen.

§ 8 Ingeval van liquidatie van een werkgever, zullen de gelden van het solidariteitsfonds die proportioneel slaan op de verplichtingen van die bepaalde werkgever, noch geheel noch gedeeltelijk worden teruggestort aan de Inrichter. Deze gelden zullen daarentegen worden aangewend ter financiering van de solidariteitsprestaties ten gunste van de overige aangeslotenen.

§ 9 Ingeval van stopzetting van deze solidariteitstoezegging, dan zullen de na afhandeling van de lopende schadegevallen nog in het solidariteitsfonds aanwezige gelden niet worden teruggestort aan de Inrichter. Deze gelden zullen daarentegen worden overgedragen naar het afzonderlijk vermogen van de Inrichter bij SEFOPLUS OFP (de pensioeninstelling).

§ 10 Ingeval van stopzetting van het sectoraal pensioenplan, zullen de gelden van het fonds in geen geval noch volledig noch gedeeltelijk worden teruggestort aan de Inrichter. Het zal daarentegen onder alle aangeslotenen op het moment van de stopzetting ervan, worden verdeeld in verhouding met de verworven reserve

pension, majorée le cas échéant jusqu'à ce que les sommes minimales, garanties en application de l'article 24 de la L.P.C., soient atteintes.

§ 11 Aucune indemnité et aucune perte de participation bénéficiaire ne seront ni imputées aux affiliés, ni déduites des réserves acquises au moment du transfert.

CHAPITRE XI. - Comité de surveillance

Art. 17

§ 1 Un comité de surveillance a été créé au sein de l'organisme de solidarité, composé pour moitié de membres représentant le personnel en faveur duquel le présent engagement de solidarité a été instauré, et pour moitié d'employeurs.

§ 2 Ce comité de surveillance veille à la bonne exécution de l'engagement de solidarité par l'organisme de solidarité qui prendra soin de consulter d'abord ce comité à propos de :

- la stratégie d'investissement à long et à court terme et la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des placements ;
- la structure des frais ;
- le cas échéant, la participation bénéficiaire.

CHAPITRE XII. - Rapport de transparence

Art. 18

§ 1 Sous le nom «rapport de transparence», l'organisme de solidarité rédigera un rapport annuel relatif à sa gestion (partielle) de l'engagement de solidarité et – après consultation du comité de surveillance – le mettra à disposition de l'Organisateur qui le communiquera aux affiliés sur simple requête de leur part.

§ 2 Le rapport abordera les aspects suivants :

waarover de betrokkenen beschikken in het kader van het pensioenstelsel, desgevallend aangevuld tot de minimumbedragen gewaarborgd in toepassing van artikel 24 van de W.A.P..

§ 11 Geen enkele vergoeding of verlies van winstdelingen zal ten laste worden gelegd van de aangeslotenen of van de op het ogenblik van de overdracht verworven reserves worden afgetrokken.

HOOFDSTUK XI. - Toezichtcomité

Art. 17

§ 1 Er werd binnen de solidariteitsinstelling een toezichtcomité opgericht dat voor de helft is samengesteld uit leden die het personeel vertegenwoordigen aan wie de onderhavige solidariteitstoezegging wordt gedaan en voor de andere helft uit werkgevers.

§ 2 Dit toezichtcomité ziet toe op de goede uitvoering van de solidariteitstoezegging door de solidariteitsinstelling en wordt door laatstgenoemde voorafgaandelijk geraadpleegd over:

- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur;
- in voorkomend geval, de winstdeling.

HOOFDSTUK XII. - Transparantieverslag

Art. 18

§ 1 Onder de naam "transparantieverslag" zal de solidariteitsinstelling jaarlijks een verslag opstellen over het door haar gevoerde (deelaspect van het) beheer van de solidariteitstoezegging en dit - na raadpleging van het toezichtcomité - ter beschikking stellen van de Inrichter die het op eenvoudig verzoek meedeelt aan de aangeslotenen.

§ 2 Het verslag betreft de volgende elementen:

- le mode de financement de l'engagement de solidarité et les modifications structurelles dans ce financement ;
- la stratégie d'investissement à long et court terme et la mesure dans laquelle sont pris en compte les aspects sociaux, éthiques et environnementaux ;
- le rendement des placements ;
- la structure des frais ;
- le cas échéant, la participation bénéficiaire ;
- les bases techniques de la tarification ainsi que la mesure dans laquelle et la durée pendant laquelle les bases techniques de la tarification sont garanties.
- de financieringswijze van de solidariteits-toezegging en de structurele wijzigingen in die financiering;
- de beleggingsstrategie op lange en korte termijn en de mate waarin daarbij rekening wordt gehouden met sociale, ethische en leefmilieuaspecten;
- het rendement van de beleggingen;
- de kostenstructuur;
- in voorkomend geval, de winstdeling;
- de technische grondslagen voor de tarivering alsook in welke mate en voor welke duur de technische grondslagen van de tarivering worden gewaarborgd.

CHAPITRE XIII. - Informations destinées aux affiliés

Art. 19

§ 1 L'organisme de solidarité avisera les affiliés, au moins une fois par an, des prestations de solidarité auxquelles ils avaient droit pour l'année d'assurance considérée.

§ 2 Les informations suivantes seront donc incorporées dans la fiche de pension en ce qui concerne les prestations de solidarité :

1. La somme du nombre de jours assimilés retenus en cas de chômage temporaire pour cause économique et en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie (professionnelle) et/ou d'accident (de travail) ;
2. Le montant forfaitaire attribué par jour assimilé, soit 1,00 EUR ;
3. Le montant net attribué avant capitalisation du volet de solidarité au volet de pension au cours de l'année de référence, soit le total des jours assimilés retenus multiplié par le montant forfaitaire de 1,00 EUR.

§ 3 La dernière fiche de pension disponible – qui reprend également les prestations de solidarité – est mise à la disposition de l'affilié en ligne et ceci dans un environnement sécurisé.

HOOFDSTUK XIII. - Informatieverstrekking aan de aangeslotenen

Art. 19

§ 1 De solidariteitsinstelling zal ten minste één maal per jaar aan de aangeslotenen mededelen op welke solidariteitsprestaties zij voor wat betreft het bewuste verzekeringsjaar recht hadden.

§ 2 Volgende informatie wordt aldus opgenomen in de pensioenfiche voor wat betreft de solidariteitsprestaties:

1. De som van het aantal weerhouden gelijkgestelde dagen bij tijdelijke werkloosheid omwille van economische redenen en bij arbeidsongeschiktheid als gevolg van (beroeps)ziekte en/of (arbeids)ongeval;
2. Het forfaitair bedrag toegekend per gelijkgestelde dag zijnde 1,00 EUR;
3. Het toegekend nettobedrag gedurende het refertejaar vóór oproeping vanuit het solidariteitsluik aan het pensioenluik zijnde het aantal weerhouden gelijkgestelde dagen vermenigvuldigd met het forfaitair bedrag van 1,00 EUR.

§ 3 De laatst beschikbare pensioenfiche – welke tevens melding maakt van de solidariteitsprestaties – wordt tevens online ter beschikking gesteld aan de aangeslotene en dit in een beveiligde omgeving.

§ 4 L'organisme de solidarité tiendra le texte du règlement de solidarité à la disposition des affiliés qui pourront l'obtenir sur simple demande.

CHAPITRE XIV. - Fiscalité

Art. 20

L'organisme de solidarité gère ledit engagement de solidarité de façon différenciée de sorte que, pour chaque affilié ou son/ses bénéficiaire(s), l'application du régime spécifique en matière d'impôt sur les revenus et de taxes assimilées au timbre est garantie tant en ce qui concerne le traitement des cotisations que des prestations.

CHAPITRE XV. - Droit de modification

Art. 21

§ 1 Cet engagement de solidarité est souscrit en exécution de l'article 8 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social. Il est donc indissociable de cette dernière.

§ 2 En conséquence, si et dans la mesure où la convention collective de travail était modifiée ou supprimée, l'engagement de solidarité le serait aussi.

§ 3 Le cas échéant, l'Organisateur avisera les affiliés ainsi que la F.S.M.A. du changement d'organisme de solidarité.

CHAPITRE XVI. - Défaut de paiement des cotisations

Art. 22

§ 1 Toutes les cotisations qui sont ou qui seront à acquitter en exécution du présent régime de solidarité devront être acquittées par l'Organisateur aux échéances fixées. Elles constituent un tout pour l'ensemble des risques assurés et pour l'ensemble des affiliés.

§ 4 De tekst van dit solidariteitsreglement zal door de solidariteitsinstelling ter beschikking worden gesteld aan de aangesloten op diens eenvoudig verzoek.

HOOFDSTUK XIV. - Fiscaliteit

Art. 20

Deze solidariteitstoezegging wordt door de solidariteitsinstelling op een gedifferentieerde wijze beheerd zodat voor elke aangeslotene of diens begunstigde(n) de toepassing van het specifieke regime inzake inkomstenbelastingen en met het zegel gelijkgestelde taken gewaarborgd is, zowel inzake de behandeling van de bijdragen als van de prestaties.

HOOFDSTUK XV. - Wijzigingsrecht

Art. 21

§ 1 Dit solidariteitsreglement wordt afgesloten in uitvoering van artikel 8 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel en is er dan ook onlosmakelijk mee verbonden.

§ 2 Bijgevolg zal dit solidariteitsreglement worden gewijzigd en zelfs worden stopgezet indien en in de mate dat de collectieve arbeidsovereenkomst wordt gewijzigd of stopgezet.

§ 3 In voorkomend geval licht de Inrichter de aangeslotenen, alsook de F.S.M.A. in over de wijziging van solidariteitsinstelling.

HOOFDSTUK XVI. - Niet-betaling van de bijdragen

Art. 22

§ 1 Alle bijdragen die in uitvoering van onderhavig solidariteitsreglement verschuldig zijn of zullen worden, dienen door de Inrichter voldaan te worden op de gestelde vervaldagen. Zij maken één geheel uit voor alle verzekerde risico's en voor alle aangeslotenen.

- § 2 En cas de non-paiement des cotisations par l'Organisateur, celui-ci sera mis en demeure par l'organisme de solidarité au moyen d'un pli recommandé.
- § 3 Cette mise en demeure, sommant l'Organisateur de payer et attirant son attention sur les conséquences du non-paiement, est envoyée au plus tôt 30 jours après l'échéance de la cotisation impayée. Si cette mise en demeure n'était pas expédiée pour quelque raison que ce soit, chaque affilié serait avisé du défaut de paiement des cotisations, au plus tard trois mois après leur échéance.
- § 4 Si le paiement des cotisations s'arrête pour l'ensemble des contrats du régime de pension sectoriel, les affiliés seront privés de leur droit aux prestations de solidarité. En pareil cas s'appliqueront les modalités du dernier alinéa de l'article 16 du présent règlement de solidarité.
- § 2 Bij niet-betaling van bijdragen door de Inrichter, zal deze door de solidariteitsinstelling door middel van een aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden.
- § 3 Deze ingebrekestelling, die de Inrichter aanmaant tot betaling en hem op de gevolgen van de niet-betaling wijst, wordt ten vroegste 30 dagen na de vervaldag van de onbetaalde bijdrage verzonden. Indien, om welke reden ook, deze ingebrekestelling niet zou zijn verzonden aan de Inrichter, dan zal iedere aangeslotene uiterlijk drie maanden na de vervaldag van de niet-betaalde bijdragen op de hoogte gebracht worden.
- § 4 Indien de bijdragebetaling wordt stopgezet voor het geheel van de contracten van het sectoraal pensioenstelsel, vervalt het recht van de aangeslotenen op enige uitbetaling in het kader van de solidariteitsprestaties. In dit geval zijn de modaliteiten van het laatste lid van artikel 16 van dit solidariteitsreglement van toepassing.

CHAPITRE XVII. - La protection de la vie privée

Art. 23

§ 1 Toutes les parties impliquées dans le régime de pension sectoriel social ainsi que celles qui sont chargées de la gestion et de l'exploitation s'engagent à respecter la législation sur la protection de la vie privée. Elles ne pourront traiter les données personnelles, dont elles ont pris connaissance dans le cadre de la présente convention, que conformément à l'objet de cette convention. Les parties s'engagent à actualiser les données, à les corriger et à supprimer les données fausses ou superflues.

§ 2 Elles prendront les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données personnelles contre la destruction illicite ou accidentelle, la perte accidentelle, la modification ou l'accès et d'autres traitements non autorisés, de ces données personnelles.

HOOFDSTUK XVII. - De bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Art. 23

§ 1 Alle partijen betrokken bij het sociaal sectoraal pensioenstelsel alsook deze belast met het beheer en de uitvoering ervan verbinden zich ertoe de wetgeving tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer te eerbiedigen. Zij zullen de persoonsgegevens waarvan zij in kennis gesteld worden in het kader van de huidige overeenkomst slechts mogen verwerken in overeenstemming met het voorwerp van deze overeenkomst. De partijen verbinden zich ertoe om de gegevens bij te werken, te verbeteren, alsook de onjuiste of overbodige gegevens te verwijderen.

§ 2 Zij zullen de gepaste technische en organisatorische maatregelen treffen die nodig zijn voor de bescherming van de persoonsgegevens tegen toevallige of ongeoorloofde vernietiging, het toevallig verlies, de wijziging van of de toegang tot, en iedere andere niet toegelaten verwerking van persoonsgegevens.

CHAPITRE XVIII. - Entrée en vigueur

Art. 24

HOOFDSTUK XVIII. - Aanvang

Art. 24

§ 1 Le règlement de solidarité qui était annexé à la convention collective de travail du 13 décembre 2018 est abrogé à partir du 23.10.2019. Le présent règlement de solidarité prend effet au 23.10.2019 pour une durée indéterminée. Son existence est toutefois liée à l'existence de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

§ 2 Le présent règlement de solidarité peut uniquement être modifié par voie de convention collective de travail, en tenant compte des modalités prévues à l'article 13 de la convention collective de travail du 23.10.2019 modifiant et coordonnant le régime de pension sectoriel social.

§ 1 Het solidariteitsreglement dat als bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 december 2018 was gevoegd wordt opgeheven vanaf 23.10.2019. Dit solidariteitsreglement vangt aan 23.10.2019 en wordt voor onbepaalde duur aangegaan. Haar bestaan is echter gekoppeld aan het bestaan van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.

§ 2 Dit solidariteitsreglement kan enkel gewijzigd worden per sectorale collectieve arbeidsovereenkomst, waarbij rekening moet worden gehouden met de modaliteiten zoals voorzien in artikel 13 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 23.10.2019 tot wijziging en coördinatie van het sociaal sectoraal pensioenstelsel.